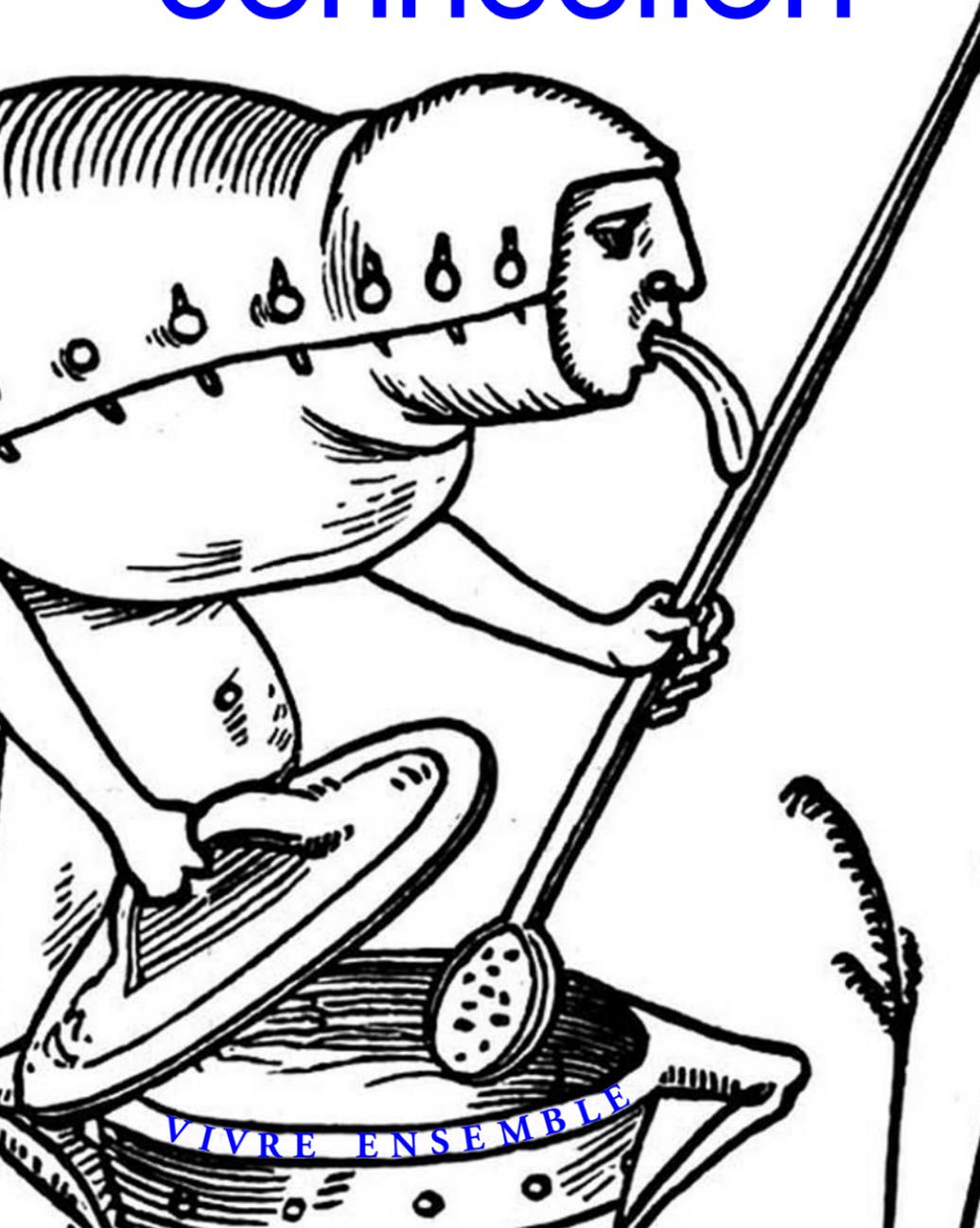


Eau tiède connection



Eau tiède connection

Eau tiède connection

QUELQUES RÉFLEXIONS GÉNÉRALES ET
PARTICULIÈRES SUR LES « ASSISES
NATIONALES DE LA CITOYENNETÉ »,
ORGANISÉES PAR LE JOURNAL OUEST-
FRANCE, SUR LE DÉGÂT DES EAUX
QUI RUINE DÉJÀ LE COUVENT DES
JACOBINS ET SUR CE QUI SE PASSE,
AU MÊME MOMENT, DANS LA
VILLE DE RENNES



MMXVIII

Nota Bene : À l'heure où nous imprimons, des infiltrations d'eau continuent d'inonder les sous-sols du Couvent des Jacobins. Rien ne permet de penser que ce problème, qui fait gonfler un peu plus chaque jour la coûteuse facture du chantier, pourra être résolu définitivement. Sur ce sujet, élus de la Ville de Rennes et journalistes de *Ouest-France* restent pourtant étrangement silencieux.

Rennes, janvier 2018

Contact : jacobins@riseup.net

Les illustrations de la couverture et de l'ouvrage sont extraites des *Songes drolatiques de Pantagruel*, recueil publié par Richard Breton en 1565 sous le nom, probablement usurpé, de François Rabelais, et attribuées au couturier et graveur François Desprez.

Sommaire

Quand *Ouest-France* organise les « Assises nationales de la citoyenneté » 9

I. « DES DÉBATS POUR MIEUX S'ENTENDRE » ?

Retour vers l'avant-garde19

De quelques intervenants aux Assises33

Mais aussi de quelques sponsors42

II. OUEST-FRANCE : LA GRANDE PARADE DES SCHMOCKS

« La France des vieilles lunes », par J. E. Hutin50

Relevé d'un dialogue ayant eu lieu devant le siège de *Ouest-France* bloqué.....53

« Violences à Rennes, "Ça suffit!" », par F.-R. Hutin.....57

Un spectre hante le Vivre ensemble.....60

III. COUVENT DES JACOBINS : TOTEM DE LA « RECONQUÊTE » URBAINE...

Quelques dates à retenir74

Découd-vite contre coud-vents78

Destination Bling-bling81

La plainte des espaces vides I97

Le saccage du Couvent des Jacobins.....102

IV. NUITS REBELLES ET VILLE DÉSI RANTE

La Maison du peuple : une occupation profanatoire	107
Chronique d'un jeudi soir, rue de la soif.....	117
La plainte des espaces vides II	121
Zones un	127



Quand *Ouest-France* organise les « Assises nationales de la citoyenneté »

[*Texte paru sur les sites internet expansive.info et lundi.am début décembre 2017.*]

C'EST LE FLEURON DU DÉVELOPPEMENT économique territorial, la quintessence du socialisme municipal, la tête de proue de Destination Rennes. En termes plus prosaïques : le moteur de l'aspirateur à Parisien.nes tout juste branché sur son nouveau tuyau à grande vitesse. Il fallait un événement à la hauteur pour essayer ses plâtres immaculés et inviter les habitant.e.s à venir rendre leur hommage à cette cathédrale du XXI^e siècle. C'est à *Ouest-France*, vénérable institution dont les pages obsèques s'arrachent aux quatre coins de la Bretagne depuis 1944, que reviennent le soin et l'honneur d'inaugurer le Couvent des Jacobins avec ses « Assises nationales de la citoyenneté », sous-titrée « vivre ensemble », qui s'y tiendront les 19 et 20 janvier prochains.

Le moins que l'on puisse dire est que l'affaire tient jusqu'ici ses promesses. Comme le journal régional, modeste, se fait encore discret sur la tenue de cette manifestation qui fera date dans l'histoire rennaise, en voici un bref aperçu.

Pot-pourri

Après son dernier événement en date, « les assises de la filière équine » à Angers, *Ouest-France* poursuit sa contribution au

dynamisme de la société civile et s'attaque à un gros morceau.

Démocratie locale, sauvegarde de la planète, immigration, intelligence artificielle, abstention, Notre-Dame des landes, loi Travail, autonomisme, « entreprise citoyenne », « apporteurs de solutions », laïcité, réseaux sociaux, etc. La liste des questionnements citoyens ressemble à s'y méprendre à un bréviaire de communication gouvernemental.

Parmi les « tables rondes » annoncées, on trouve quelques pépites aptes à aiguïser l'appétit de débat :

— « *Comment mieux impliquer les jeunes, citoyens à la fois fragiles et rebelles (titre provisoire...)?* » La question se pose en effet dans une ville où la jeunesse a une fâcheuse tendance à bordéliser le centre-ville les jeudis soirs et jours de manifestations, et à aller vivre ailleurs quand elle se transforme parfois enfin en adulte responsable (et à fort pouvoir d'achat).

— « *L'abstention progresse à chaque élection. Comment lutter contre ce désintérêt citoyen?* » Gageons que M. Larcher, premier invité sur la liste, saura apporter des réponses à cette épineuse question. Gérard Larcher, pour qui n'aurait que peu de connaissance de la vie démocratique française, est l'actuel président du Sénat - chambre dont il connaît tous les rouages pour y être entré en 1986.

— « *Communautarisme/Laïcité: quel équilibre trouver?* » Problème géométrique: Sachant que 1° La laïcité est à l'opposé du communautarisme; 2° le communautarisme est à l'opposé du vivre ensemble (selon l'axiome posé dans la présentation de l'événement), où situer le point d'équilibre?

— « *De Notre-Dame-des-Landes à la loi Travail en passant par l'écotaxe, le vote n'assure plus la totale légitimité démocratique d'une décision politique. Faut-il s'en inquiéter?* » Il semble que vous feriez bien, oui.

— « *Quel vivre-ensemble européen dans des nations en proie aux revendications autonomistes?* » À quand une société protectrice des nations pour protéger ces petits êtres sans défense de leurs prédateurs indépendantistes?

— Et enfin, cette problématique dont la formulation est un gage d'ouverture en direction des plus convaincus des élec-

teurs du FN, pour leur signaler qu'ils sont les bienvenus dans le « vivre ensemble » à la sauce *Ouest-France*: « Peut-on faire de l'arrivée des migrants une chance à saisir plutôt qu'un fardeau à porter ¹? »

Le Medef et la CGT sont dans un bateau...

Il est la véritable tête d'affiche de ce colloque (du moins, tant que le Président de la France continue de bouder la proposition qui lui a été faite de prononcer le discours d'ouverture): Pierre Gattaz, patron des patrons, fils de patron des patrons, chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'ordre national du mérite, amateur de sports extrêmes et de poésie. Qui de plus indiqué pour venir expliquer aux Rennais et Rennaises les rudiments du « vivre ensemble »?

Mais ces « Assises de la citoyenneté » feront la part belle au débat d'idée. Le président du Medef, assisté de son acolyte Patrick Bernasconi, se verra opposer, pour faire bonne mesure, non pas un, mais deux syndicalistes, et non des moindres: Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, et Philippe Martinez, grand chef à la CGT. La présence de M. Berger semble assez indiquée dans ce grand raout pour partenaires sociaux, d'autant plus qu'il viendra en reconnaissance, avant le congrès de son organisation qui se tiendra dans les mêmes lieux au mois de juin. En revanche, la confirmation de la venue d'un haut représentant de la CGT laisse assez dubitatif dans une période où cette organisation affiche sa détermination à s'opposer frontalement aux projets de casse sociale plus qu'à s'asseoir à la même table que leur principal promoteur pour discuter citoyenneté... ²

On rencontrera aussi dans les couloirs gothiques les spécialistes des « ménages », ces interventions grassement rémunérées qui font vivre les demi-stars (pardon, les « *personnalités de premiers plans* ») du monde politique et intellectuel français. Côté « politique », outre Gérard Larcher, Jack Lang et Jacques Toubon nous offriront un voyage inédit dans les années 80-90. Daniel Cohn-Bendit, intemporel, s'échauffera à parler de

tout et n'importe quoi en attente des commémorations officielles de mai 68. Malek Boutih, quant à lui, viendra certainement présenter son rapport « génération radicale », remis en 2015 à son ami Manuel Valls, alors premier ministre, qui avait embarrassé jusqu'à ses collègues du parti socialiste. Il faut dire qu'il réussit le tour de force de regrouper, dans le même chapitre intitulé « comment la crise nourrit les extrêmes? », les aspirants djihadistes, les zadistes, Génération Précaire, le black bloc, les identitaires et les profanateurs d'un cimetière juif. On trouvera également un certain nombre de membres d'En Marche, qui devraient se trouver dans leur élément et dont la présence aura peut-être au moins le mérite, concurrence politique oblige, de tenir éloignés les caciques socialistes locaux, Nathalie Appéré en tête qui, à ce jour, n'a pas donné sa réponse à l'invitation ³.

Côté « intellectuel », la simple litanie des noms des politologues, sondeurs et autres *think tankers* annoncés suffit à alourdir les paupières et provoquer d'interminables bâillements : Pascal Perrineau, Philippe Portier, Jérôme Fourquet, Thierry Pech, Agnès Verdier-Molinie, Jean-Michel Djian, Dominique Reynié, *et cætera, et cætera*.

Pour ce qui est de la « richesse des différences » proclamée dans la présentation de l'événement, les organisateurs ont dû estimer qu'afficher 10 femmes pour 41 hommes parmi les intervenants était suffisant. Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, pourra donner son sentiment sur cette question lors du dernier débat. Et, comme les représentants de « la diversité issue de l'immigration » ne seront pas légion sous les arcanes du couvent, Malek Boutih, grand pourvoyeur, sur toutes les antennes radio et télé nationales, de clichés racistes à l'égard des musulmans, et qui réclamait il y a quelque temps « une vraie offensive anti-racaille dans les banlieues », aura donc le droit d'intervenir deux fois, à propos et des « quartiers sensibles » et de l'immigration.

Vivreensemble

Dans une campagne de pub qui commence à dater – elle ornait les rues agitées du printemps 2006, lors du mouvement contre le CPE – la radio RTL avait tenté le néologisme. *Vivreensemble*, prononcé d'un seul souffle, comme une formule dont le sens compte moins que l'effet provoqué par sa simple énonciation. On y voyait des hommes et femmes politiques, connus pour se détester mutuellement, s'afficher côte à côte avec un large sourire. L'ensemble donnait une impression un rien ironique, ce qui n'était certainement pas l'intention de la station luxembourgeoise ni de son agence de communication.

Voilà donc au moins 10 ans que « vivre ensemble » a colonisé le champ sémantique politique. C'en est même devenu l'expression par excellence, celle qui a remplacé « citoyenneté » dans l'évocation étymologique du politique: habiter et partager un même bout de territoire.

Le succès médiatique du terme tient évidemment à son aspect inattaquable. « *Pourquoi l'évidence – on ne peut pas faire autrement que vivre les uns avec les autres – a-t-elle cessé de l'être ?* » se demande benoîtement *Ouest-France* pour neutraliser à l'avance toute opposition à son événement, en la renvoyant au choix, à l'« individualisme », au « communautarisme » ou au « populisme ». En bons héritiers du capitalisme paternaliste qui a sévi pendant des décennies dans les campagnes bretonnes, les éminences grises du quotidien régional fantasment un monde où les ouvriers sauraient vivre ensemble avec leur patron; « ensemble », c'est-à-dire chacun à sa place. Les sponsors de l'événement donnent d'ailleurs une bonne idée de la conception qu'on se fait du « dialogue social » chez *Ouest-France*: Orange, la Banque Postale et EDF. Les cadres suicidé.es, les syndicalistes réprimé.es et les nucléarisé.es de force apprécieront la contribution de ces entreprises au grand chantier citoyen.

Comme tout appel à l'unité prononcé depuis les sphères dirigeantes, l'injonction à vivre ensemble est d'abord une manière d'étouffer le conflit politique. Car le conflit politique

fait sensiblement horreur aux démocrates-chrétiens de la famille Hutin qui contrôlent *Ouest-France* via leur *Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste*. Pourtant, ces « Assises de la citoyenneté », qui inaugure le Couvent des Jacobins, sont bel et bien une offensive politique, urbanistique et sociale, qu'il est d'autant plus important de faire avancer sous le faux-nez de la tolérance et du débat.

À l'ombre de la Maison du peuple

Si chaque excrément de verre et d'acier déposé ça et là – autour de la gare, au bord du mail, etc. – a toujours un peu l'allure d'une soucoupe volante, le Couvent des Jacobins, c'est le *WC amiral*, comme d'ailleurs en témoignent les relents de rance qui émane tout à la fois du programme « vivre ensemble » et de ses caves neuves mais déjà pleines de fuites. C'est à lui que revient de mener la « *reconquête du centre-ville* », selon le mot martial de la maire de Rennes. Filons la métaphore : les percées le long des quais de l'Ille, les *checkpoints* les jours de manif, les raids sur les zonards de Sainte-Anne, les opérations de sécurisations des Transmusciales, tout cela a et aura lieu sous la supervision du Monolithe/panneau d'affichage qui domine l'édifice construit par Vinci.

L'ambition de l'équipe municipale tient en peu de mots : attirer dans sa commune des populations aisées qui viendront, comme touristes ou résidents, y dépenser leurs euros. C'est banalement la même que dans toutes les métropoles – particulièrement celles qui ont quelque chose à prouver. Rennes aimerait bien être Nantes, qui aimerait bien être Paris, etc. Mais Rennes est la ville de la *lose*. Elle a quelque chose de rétif au bling-bling qui rebute et tient encore éloignés les jeunes cadres dynamiques et les restaurants de faux luxe qui éclosent, ici ou là, en attendant l'effet LGV qui peine encore à remplir leurs services. Ici, même la fille de Michael Jackson zone en sarouel sur la place Hoche.

Il n'aura par ailleurs échappé à personne que l'agglomération et son centre-ville comptent déjà un certain nombre d'ha-

bitant.e.s dont une bonne part dispose de revenus qui ne sont pas en accord avec les objectifs de dynamisme affichés par les marketeurs territoriaux de Destination Rennes. Il va donc falloir faire de la place aux CSP+, en écartant la plèbe (d'abord) et les classes moyennes (dans la foulée) à coups d'augmentations de loyer et de pression policière. C'est à cette condition que les prochains congressistes des Jacobins pourront être pleinement satisfaits de leur séjour. On imagine mal, par exemple, les convives du premier événement public annoncé se fondre harmonieusement dans l'ambiance de Sainte-Anne, et encore moins les habitués du Ty Anna se laisser tenter par une petite soirée de l'autre côté de la rue d'Échange: la tablée de 10 personnes pour le repas de charité qui s'y tiendra le 9 janvier est proposée à 2000 euros... L'événement, qui consistera aussi en une vente aux enchères d'art contemporain, s'intitule « 100 mercis », message à peine subliminal sur l'état d'esprit dans lequel se mènera la « reconquête ».

Le 16 mai 2016, soit 3 jours après l'expulsion par le RAID de la Maison du peuple occupée – notamment grâce à la grue du chantier du Couvent des Jacobins – la mairie de Rennes lançait le *mot-dièse* #Rennesquonaime. L'enjeu était explicitement de contrer l'image désastreuse pour le commerce rennais de l'agitation de rue lors du mouvement contre la loi Travail. Le hashtag avait vite échappé au *community manager* municipal pour venir sous-titrer les meilleures images de tags des manifs récentes postées et repostées en masse sur les réseaux sociaux.

Derrière la guéguerre sur twitter, se dessine un conflit majeur sur ce que doit être la ville qu'on veut habiter. Il existe certainement des milliers de points de vue sur la question et autant de disputes potentielles, et c'est très bien ainsi. Mais il y a aujourd'hui quelque chose de déterminant dans la ligne de partage qui oppose la Rennes du *Carré rennais*⁴ à celle des manifestations; une Rennes « fragile et rebelle » à une Rennes opulente et docile; qui oppose, en somme, la Maison du peuple occupée au Couvent des Jacobins.

Les « Assises nationales de la citoyenneté » seront une nouvelle occasion pour ce conflit de se faire jour. Pour tous ceux et celles qui aspirent à autre chose pour Rennes qu'à la fable de concorde et à la réalité de conquête qu'incarne le nouveau Centre des Congrès, il s'agira tout à la fois de résister à l'offensive urbanistique et de pratiquer d'autres façons de vivre la ville.

1. Cette formulation a évolué depuis en une version plus neutre: « Qu'est ce qu'une « politique citoyenne » face à l'afflux de migrants? »
2. Après publication du programme détaillé, il apparaît que M. Martinez ne discutera pas directement avec M. Gattaz sur le thème « *Économie: le modèle français est-il aussi généreux qu'on le dit?* » (contrairement à Laurent Berger qui n'a pas ce genre de pudeur). Il échangera en revanche avec Bruno Retailleau, ancien président de la région Pays de Loire et fervent promoteur de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, sur la légitimité démocratique.
3. La maire de Rennes a depuis confirmé sa participation à la table ronde sur la démocratie locale.
4. Association de commerçants du centre-ville, dont une des fonctions principales est de se plaindre de la tenue de manifestation revendicative devant leur boutique. Elle a dernièrement obtenu un nouveau succès en la matière, avec la publication d'un arrêté préfectoral interdisant formellement ce genre d'événements politiques sur toute la période des fêtes de fin d'année.

I.

« Des débats pour mieux s'entendre »?





Comment tout a
commencé :
Retour vers l'avant-
garde (une aven-
ture de Hubert le
Hobbit)

[*Texte écrit et diffusé au mois de novembre 2017.*]

Personnages

NATHALIE LA TALOCHE (*Mère de Renéville*)

DIDIER LE DINDON

HUBERT LE HOBBIT

SÉBASTIEN LE MARGOULIN

[*la scène se passe sur le parvis de la place Sainte-Anne, devant le chantier de la ligne B du métro*]

NATHALIE : Didier ! [*plus fort*] Didier !

DIDIER : [*s'approchant des palissades, les mains collées aux oreilles*] Ficht, je n'aurais jamais imaginé qu'un tel vacarme puisse régner par ici ! Mais quelle joie de penser que ces horribles ouvriers nous aident sans le savoir à faire fuir les derniers punks et les derniers chômeurs qui avaient encore leurs habitudes ici, et à faire place nette pour les riches et les très-très-riches qui s'appêtent à affluer à Renéville¹. Mais... Je jurerais que quelqu'un m'appelle...

NATHALIE: Didier!

DIDIER: Je m'en doutais, c'est encore cette fieffée girouette de Nathalie la Taloche.

NATHALIE: [*s'énervant*] Didier!

DIDIER: Cette femme m'effraye. Elle est tellement avide de pouvoir et de mandats supplémentaires que, pour doubler les candidats qui marchent aux prochaines « eh-les-cons! » municipales, elle est prête à se compromettre – et nous tous avec elle – en racontant aux Reneses et aux Renés qu'elle a « sonné l'alarme » contre des réformes du gouvernement que les sokialistes défendaient pourtant un an plus tôt. [*à Nathalie, se résignant*] J'arrive Nathalie, j'arrive!

NATHALIE: [*en larmes*] Didier...

DIDIER: [*se radoucissant*] Allons bon, Nathalie la Taloche! Quelle raison as-tu, cette fois, de chouiner et de ruiner ton superbe maquillage, alors que nous nous trouvons juste à côté des murs de notre magnifique Centre des Congrès du Business de l'Entreprise, qui est sur le point d'ouvrir ses portes.

NATHALIE: Justement, Didier le Dindon, justement...

DIDIER: Enfin quoi! Trouves-tu quoi que ce soit à redire à ce « projet pharaonique qui n'a d'autre ambition que de s'effacer dans le paysage pour faire corps avec lui », comme le signalait si bien *Fouette-Rance* le 8 novembre dernier ².

[*Nathalie lui donne une de ces taloches dont elle a le secret*]

NATHALIE: Vas-tu m'écouter à la fin!

DIDIER: [*sonné*] Euh... Eh bien... Parle donc, Nathalie la Taloche, car je crois lire derrière tes lunettes en plastique que notre belle mécanique, que je croyais pourtant superbement huilée, montre quelque signe de faiblesse.

NATHALIE: Tu ne crois pas si bien dire, Didier le Dindon. Ce ne sont pas « 2 ou 3 détails à gérer », comme disait l'autre, car les Reneses et les Renés qui n'innovent pas l'initiative mena-

cent aujourd'hui les fondations mêmes de notre chef-d'œuvre architekural!

DIDIER : [*outré*] Encore eux! Mais qu'ont-ils manigancé cette fois?

NATHALIE : Enfin regarde! Pas un jour sans qu'ils dégradent et salissent, avec leurs œufs de peinture et leurs horribles graffitis, la façade de ce « site magique, ce lieu d'exception avec une âme et en plein centre-ville », comme disait si bien un créateur qui digitalise le business ³. Comme si, à quelques semaines à peine de son inauguration, ils voulaient encore attenter à l'image de marque de notre si beau joujou. [*elle se remet à pigner*]

DIDIER : [*paternaliste*] Voyons, Nathalie. Tu sais bien que ces Renésés et ces Renés appartiennent à la gauche du passé archaïque qui manifeste la grogne des vieilles lunes. Comment pourraient-ils comprendre que, en contexte de crise économique généralisée, les dépenses somptuaires sont de rigueur (sans vouloir faire de mauvais jeu de mots) pour tous ceux qui infusent le *smart*, qu'ils cumulent les mandats ou investissent le *boost*?

NATHALIE : Tout de même, ne pourrions-nous pas les persuader une fois pour toutes que cet édifice, qui va rayonner les prospectus aux quatre coins des indicateurs encourageants, est le summum de l'avant-garde et de l'intelligence (et que, de toute façon, ils n'ont rien à dire, car ils sont niais) ?

DIDIER : Rien ne nous serait plus utile, en effet ; mais comment y parvenir ?

NATHALIE : Nous devons absolument poser la question à Hubert le Hobbit.

DIDIER : Tiens regarde, le voilà justement qui arrive.

[*Hubert le Hobbit arrive, arborant fièrement sa région d'horreur à la poitrine*]

HUBERT : Que se passe-t-il, mes amis, vous avez l'air bien pensifs ?

NATHALIE : Tu es loin d'imaginer ce qui nous préoccupe, Hubert le Hobbit.

HUBERT : Dites-le moi vite avant que je m'inquiète.

NATHALIE : Nous cherchons comment infuser durablement l'image de marque de notre Centre des Congrès du Business de l'Entreprise dans le cerveau étriqué de tous ces râleurs qui n'innovent pas l'*inbound* (car, pour ce qui est des Parisiens qui consomment le territoire, comme on dit si bien, ils sont déjà conquis), et souffler un grand vent de fraîcheur intellectuelle au-dessus de tout Renéville!

HUBERT : Ce que tu me demandes là me paraît bien audacieux ; mais laisse-moi y songer quelques instants... [*il plisse le front très fort tout en lissant sa barbichette avec ses grosses pattes velues*]

DIDIER : [*en aparté*] C'est peine perdue. Ces Reneses et ces Renés ne voudront rien entendre!

[*soudain, Hubert le Hobbit saute en l'air, sa petite queue poilue frétille derrière lui*]

HUBERT : Chapernoc, j'ai trouvé!

NATHALIE : Parle, Hubert! Ne nous laisse pas mijoter la cantine numérique plus longtemps.

HUBERT : Et si nous organisons, ici même, dans notre Centre des Congrès du Business de l'Entreprise, un grand forum du débat de l'avant-garde?

NATHALIE : [*visiblement émue*] Mais... Mais c'est formidable! Hubert, tu es vraiment le meilleur atchoint occulte de Renéville.

HUBERT : [*bombant le torse tout en ajustant sa région d'horreur*] Il était bien naturel qu'à l'occasion des promotions de Pâques, mes trente-sept ans de mandats cumulés à Renéville soient récompensés par...

DIDIER : [*le coupant*] Mais ce forum, il faudrait lui donner un titre, je ne sais pas, quelque chose qui produise un désir immé-

diat et violent chez tous ces privilégiés qui se sentent perdus dans le brouillard de l'époque.

HUBERT: Je n'en vois qu'un seul. Nous l'appellerons: « Les Assis nationaux de la cikoyenneté ».

DIDIER: Oh, Hubert... C'est tellement nous!

NATHALIE: [*se rembrunissant subitement*] Mais à qui pourrions-nous confier l'organisation d'une telle manifestakion, car les Renésés et les Renés qui n'innovent pas ont la tête tellement dure que seule une armée de super-héros serait, cette fois, à la hauteur d'une telle entreprise ⁴?

HUBERT: Pas d'inquiétude à ce sujet, chère Nathalie, notre *Justice League* est toute trouvée.

DIDIER: [*faisant un gros effort de réflexion*] À qui fais-tu allusion, Hubert le Hobbit, car j'ai beau accélérer mon intelligence tant et plus, c'est toujours un grand trou noir qui flotte dans mon crâne.

HUBERT: Héhé, c'est pourtant simple! Nous allons demander à nos amis de *Fouette-Rance* de l'organiser pour nous!

TOUS LES TROIS: [*se prenant par les coudes et tournant en frappant dans les mains*] Youki! Youki! Vive la démocratie!

NATHALIE: [*sortant de la ronde*] Tu es un génie, Hubert le Hobbit. Qui serait mieux placé, en effet, que *Fouette-Rance* pour inaugurer notre Centre des Congrès du Business de l'Entreprise en lançant un grand forum des débats qui excellent la pensée!

HUBERT: [*solennel*] Il est vrai que, dans une époque sombre et désorientée, où les dépenses somptuaires et l'innovation sont sans arrêt menacées par les extrêmes qui manifestent la grogne, *Fouette-Rance* est comme un phare qui nous montre toujours la meilleure direction de l'entreprise.

DIDIER: [*récitant comme un bon élève*] Et cela « quand rumeurs, désinformations ou injures envahissent les réseaux sociaux au grand dam des citoyens attachés au débat contradictoire ⁵. »

HUBERT : Héhé, ils vont montrer une fois pour toutes à ces infâmes Renés et Renés qui n'innovent pas que notre Couvent des Jacobins est à la pointe mondiale de l'accélération de l'intelligence!

NATHALIE : [*se redressant subitement*] « Et agir ensemble pour une ville créative et solidaire! »

DIDIER : Vite, il faut absolument en parler à Sébastien le Margoulin.

NATHALIE : Où est-il passé, car ça fait un moment qu'on ne l'a pas vu?

HUBERT : Attendez, le voilà justement qui arrive!

[*Sébastien le Margoulin arrive, ses dents de plus en plus longues raclant le bitume de la place Sainte-Anne*]

SÉBASTIEN : [*décollant un morceau de goudron resté coincé sous ses incisives*] Bling-bling les amis!

NATHALIE : Sébastien, Sébastien! Nous avons un projet magnifique.

SÉBASTIEN : Dis-moi tout, Nathalie la Taloche! Car, à voir l'éclat de ton collier en or et des mèches blondes de ta permanente, mon petit doigt me dit que de grandes choses ont eu lieu en mon absence!

NATHALIE : C'est encore peu dire Sébastien le Margoulin. Mais ouvre un peu tes oreilles. Nous allons demander à *Fouette-Rance* d'organiser un grand forum de l'événementiel du débat, afin de ringardiser une fois pour toutes ces Renés et ces Renés du passé archaïque qui se moquent du carnet de bal de notre Centre des Congrès du Business de l'Entreprise (sous prétexte qu'il serait dédié seulement au business et à l'entreprise).

DIDIER : [*en aparté*] Les ingrats! Comment osent-ils encore!

SÉBASTIEN : Quelle excellente idée! Depuis le temps que la famille Le Lutin soutient notre politique de grands travaux

somptuaires et notre requalification générale de Renéville à l'attention des investisseurs qui développent l'écosystème (et plus généralement de tous les riches qui performant le portefeuille), ils ne pourront pas nous le refuser!

TOUS LES QUATRE: Youki! Youki!

SÉBASTIEN: Mais un instant! Il faudrait trouver un thème qui soit vraiment d'actualité; quelque chose qui montre à la face du monde qui sont les vrais infuseurs du *smart*!

HUBERT: Et qui fasse passer nos détracteurs renés pour les misérables obscurantistes qu'ils ont toujours été.

SÉBASTIEN: [*admirant ses ongles manucurés à l'imprimante 3D, l'air sûr de lui*] Eh bien... Que pensez-vous de... « fifres-ensemble » ?

HUBERT: Mais... Mais c'est magnifique, Sébastien le Margoulin! Avec un thème comme celui-là, nous allons les renvoyer définitivement dans la fosse à purin de la pensée intellectuelle.

NATHALIE: Youki! [*battant des mains*] Il faudra inviter le plus d'assis possibles, ainsi que tous les fifres que nous connaissons.

DIDIER: Dans ce cas, je ne suis pas sûr que notre capacité d'accueil de 1 500 personnes en plénière, 1 500 personnes en configuration restauration et 3 000 personnes en cocktail, suffira à tous les accueillir – car il est vrai que la famille est grande.

SÉBASTIEN: Mais il faudrait également mettre au programme quelques jeunes pousses pleines d'idées nouvelles, comme Gérard Le Larcher, Daniel Le Con-Bandit et Jean-Louis Le Blanco.

HUBERT: Ainsi que des consciences morales de l'époque, comme Luc Le Ferry ou notre bonne Nathalie la Taloché, qui sont à l'évidence les plus à mêmes de répondre aux brûlantes questions que se posent les Renés et les Renés qui croissent la réforme (car celles qui préoccupent tous les autres, mais qui n'innovent rien, qui s'en soucie encore?).

SÉBASTIEN: Touchons-en immédiatement un mot à Jeanne-

Emma-Truelle Le Lutin!

NATHALIE: Quelle excellente idée! Car, de tous les assis de *Fouette-Rance*, c'est assurément elle qui a le cul le mieux collé sur sa chaise!

HUBERT: Mais regardez, n'est-ce pas elle justement qui vient vers nous?

DIDIER: Tu parles de cette femme au visage tout ridé, qui porte une jupe d'écolière, une coiffe de mère supérieure et trois chapelets autour du cou?

NATHALIE: [*donnant une nouvelle taloche à Didier le Dindon*] Enfin Didier! N'oublie pas que notre Centre des Congrès du Business de l'Entreprise est un ancien couvent, et que les saintes âmes de *Fouette-Rance* y seront accueillies comme n'importe quel promoteur immobilier!

HUBERT: Et n'oublie pas non plus qu'un balai, surtout si on le porte planté profondément dans le cul, est ce qu'il y a de plus efficace pour nettoyer le centre-hyper de Renéville.

[*ils s'approchent tous les quatre de Jeanne-Emma-Truelle Le Lutin*]

NATHALIE: Jeanne-Emma-Truelle! [*plus fort*] Jeanne-Emma-Truelle!

[*Jeanne-Emma-Truelle Le Lutin se tourne vers eux*]

DIDIER: [*s'agenouillant*] Ma sœur... [*subitement atteint par la grâce*] Mais quelle est cette sublime odeur d'encens bas de gamme et de cierge brûlé dont elle semble imprégnée jusqu'à la ceinture de chasteté?

NATHALIE: Jeanne-Emma-Truelle, nous avons besoin de tes sévices.

DIDIER: [*ébloui*] Regardez son visage d'ange, on lui donnerait le con de dieu sans bons de cession.

SÉBASTIEN: Jeanne-Emma-Truelle, les Renées et les Renés qui ne numérisent pas la mobilité nuisent chaque jour un peu

plus à l'akractivité de Renéville, tout en « construisant leur novlangue – leurs slogans, leur langage simplifié, déformant – qui leur sert d'outil de propagande pour déployer leur idéologie ⁶ », comme tu nous l'as si bien appris.

NATHALIE : Puisque les coups de matraque de Hubert le Hobbit ne leur ont pas suffi ⁷, nous voulons passer à la vitesse LÉGÉVÉ et leur donner le coup de grâce en les assommant d'intelligence. C'est pourquoi nous avons besoin de toute la force de frappe de *Fouette-Rance* pour réunir des Assis nationaux de la cikoyenneté et les subjuguier par la puissance du « fifres-ensemble ».

SÉBASTIEN : Parle, Jeanne-Emma-Truelle Le Lutin. Car ta voix est comme une nouvelle lune qui...

JEANNE-EMMA-TRUELLE : [*le coupant*] « Utiliser la culture comme un canal de propagande c'est l'affaiblir et la détourner de sa finalité ⁸. »

HUBERT : [*en aparté*] : Foutregauche ! Cela s'applique tellement bien à tous ces artistes qui nous mendient perpétuellement des subvenkions au lieu d'entreprendre l'événementiel.

JEANNE-EMMA-TRUELLE : « Le mal va plus loin encore quand on observe que, dans les mentalités, l'aristocrate d'hier est remplacé par le riche d'aujourd'hui. Serait-ce un crime en France d'avoir réussi et de se montrer généreux ⁹ ? »

NATHALIE : [*en extase*] Si seulement je pouvais ressembler davantage à cette sainte femme. Il me manque quelques couches de fond de teint et des vêtements encore plus laids (Dieu sait pourtant que j'avais fait des efforts).

JEANNE-EMMA-TRUELLE : « Alors que la France traverse une grave crise économique, doublée d'une crise politique, et qu'elle doit se mobiliser pour s'adapter au monde, est-il vraiment opportun de bouleverser les fondements de la société et de brouiller le repère millénaire de la famille ¹⁰ ? »

DIDIER : [*boostant son intelligence comme jamais*] Mais, est-ce

qu'elle ne serait pas en train de...

[*Nathalie la Taloche le fait taire d'une bonne gifle*]

JEANNE-EMMA-TRUELLE : « On peut donc s'interroger sur les raisons pour lesquelles la France est si mal en point. En 2003, l'Allemagne se lançait dans de grandes réformes qui lui permettent aujourd'hui d'avoir des entreprises solides qui exportent. La France, non ¹¹. »

SÉBASTIEN : [*en aparté*] Je ne sais pas dans quelle école de communication elle a été formée, mais personne à Renévillle à part moi ne lui arrive à la chenille qui redémarre.

NATHALIE : Alors Jeanne-Emma-Truelle ?

[*Jeanne-Emma-Truelle Le Lutin lui répond d'un sourire bienveillant et hoche lentement la tête comme faisait si bien Jean-Paul II pour pardonner aux prêtres et évêques pédophiles*]

LES QUATRE : Youki ! Youki !

NATHALIE : Voilà qui est dit. Janny-Manue Le Lutin sera désormais notre ambassadrice des Assis nationaux de la cikoyenneté et des fifres-ensemble.

DIDIER : Mais... pourquoi agite-t-elle les bras dans tous les sens ?

HUBERT : J'ai l'impression qu'elle essaie de nous montrer quelque chose.

DIDIER : S'agirait-il de cette grande cuve, montée sur roulettes, que quelqu'un est en train de pousser dans notre direction ?

HUBERT : Je crois que tu dis vrai, Didier le Dindon. Mais... on dirait bien qu'il y a quelque chose à l'intérieur... Et quelle est cette épouvantable odeur de formol qui envahit soudain la ville ?

SÉBASTIEN : On jurerait qu'il s'agit d'une momie flottant dans un bain d'huile de friture.

NATHALIE : [*se mettant en colère*] Enfin quoi ! Vous n'avez rien compris ! C'est notre ami François-Régisse Le Lutin !

DIDIER : [*gêné*] Il est vrai que je ne l'avais pas reconnu ! Je savais qu'il avait déjà un certain âge, mais quant à savoir qu'il avait besoin de toute cette machinerie pour être maintenu artificiellement en réanimation !

SÉBASTIEN : [*respectueux et pragmatique*] Ce grand homme est aussi, à sa façon, au sommet des technologies de la pépinière.

HUBERT : D'ailleurs, regardez ces guirlandes d'hosties qu'il a accrochées aux testicules !

DIDIER : Et ce sticker « Euthanasie : moi jamais ! » qu'il porte fièrement collé sur le front !

SÉBASTIEN : Et cette épaisse croûte de pus qui lui recouvre les yeux et qui n'a rien à envier aux nouvelles générations de lunettes 3D.

TOUS LES QUATRE : C'est lui, c'est bien lui ! C'est l'oracle, c'est le devin, c'est le visionnaire. C'est la voix de l'avenir qui émane chaque matin des pages sept fois bénies de *Fouette-Rance*.

NATHALIE : Taisons-nous les amis, et écoutons plutôt ce qu'il a à nous dire.

[*ils se mettent tous autour de lui et tendent l'oreille, mais François-Réglisse Le Lutin reste parfaitement mutique, les bras croisés sur son torse nu et la tête ballante comme celle d'un chimpanzé mort*]

HUBERT : [*vainqueur*] Regardez ! Il y a un bouton *on/off* sur le côté !

[*Hubert le Hobbit appuie sur le bouton et une voix venue du fond des âges résonne aussitôt au-dessus de la place Sainte-Anne*]

FRANÇOIS-RÉGLISSE :tra...vail.....

LES AUTRES : [*ébahis*] Oh !

FRANÇOIS-RÉGLISSE :fa...mille.....

LES AUTRES : Ah !

FRANÇOIS-RÉGLISSE :Eu...rope.....

LES AUTRES : Quelle puissance !

FRANÇOIS-RÉGLISSE :ré...formes.....

HUBERT : C'est incroyable ! Avec une telle pointure de la divination à nos Assis nationaux, les Renésés et les Renés qui n'innovent pas la filière d'excellence n'auront plus qu'à ravalier leur pensée molle et leurs arguments passésistes !

NATHALIE : [*tout euphorique*] Et Renéville deviendra enfin la capitale des idées de la connaissance !

DIDIER : Attendez, attendez ! Je crois que la fille et le papa ont encore quelque chose à nous dire.

[*Janny-Manue se penche au-dessus de la cuve de son père et lui saisit tendrement les parties privées*]

JEANNE-EMMA-TRUELLE : « Quelle société peut se développer si la majorité de ses membres renonce à ses capacités d'initiative, d'entreprise, d'invention et de recherche ¹². »

FRANÇOIS-RÉGLISSE : [*un gros caillot de glaire sortant de sa canule*]dé...mo...ra...kie.....

HUBERT : Mais... c'est inouï ! Ils sont d'accord avec nous sur tous les points !

TOUS LES QUATRE : Youki ! Youki !

SÉBASTIEN : Héhé, ces Assis nationaux de la cikoyenneté sont vraiment un magnifique cadeau que nous allons faire aux Renésés et aux Renés qui incubent l'écosystème ; et un grand bras d'honneur à l'attention de tous les autres !

DIDIER : J'espère quand même que ces derniers ne vont pas venir gâcher la fête, les 19 et 20 janvier prochains, avec leurs pots de peinture et leurs œufs pourris !

NATHALIE : Ils n'oseraient pas !

SÉBASTIEN : Souviens-toi, Nathalie. « Oubliant que vivre en démocratie ne se réduit pas à partager des richesses ¹³ », comme dit si bien Jeanne-Emma-Truelle, ils sont toujours prêts à manifester la grogne.

HUBERT : Je vous promets que des centaines de polikiers seront déployées ce jour-là autour de la place Sainte-Anne, pour que personne ne nous empêche d’être attachés au débat contradictoire et de réfléchir entre nous sur le « fifres-ensemble ».

NATHALIE : Bravo Hubert le Hobbit! [*ivre de bonheur*] Hihi! Je suis sûre que ces Reneses et ces Renés préféreront rester grogner chez eux plutôt que de perdre encore un œil.

SÉBASTIEN : Ne parle pas trop fort, Nathalie la Taloche, car les électeurs que tu essaies de reconquérir à grands renforts de « sonnettes d’alarmes » et de « bataille jusqu’au bout pour faire entendre ton inquiétude » (afin de chiper leurs voix aux candidats qui marchent) risquent de t’entendre.

NATHALIE : [*complètement pompette*] Hihi que je suis bête! Mais ne traînons pas mes amis! Allons de ce pas aider les ouvriers, les pompiers et tous ceux qui s’efforcent de colmater les innombrables infiltrations qui ruinent en ce moment même les fondations de notre futur Centre des Congrès du Business de l’Entreprise (et qui menacent aussi, si mes informations sont bonnes, d’emporter l’église Saint-Aubin, la station de métro et la place tout entière) – il ne faudrait pas que Jeanne-Emma-Truelle et François-Réglisse, de même que tous les vénérables assis qu’ils ont prévu d’inviter, prennent froid à cause de l’humidité.

DIDIER : Il est vrai que, tout avant-gardistes qu’ils sont, leur grand âge les met à la merci du moindre courant d’air .

1. Cf. Épisode 4 de la saison 2 : « La copie et l’original ».
2. « Couvent des Jacobins : “Ce n’est pas 2 à 3 détails qu’il a fallu régler!” »
3. Cf. *Fouette-Rance* du 09/11/2017 : « Couvent des Jacobins : Un lieu d’exception, avec une âme! »
4. Cf. S2E1 : « Le Job ».
5. *Fouette-Rance*, 26/06/2017 : « Vivre ensemble : les Assis nationaux à Renéville »

6. *Fouette-Rance*: 12/05/2017: « La culture, ce précieux trésor ».
7. Cf. S1E3: « La Manifestakion ».
8. *Fouette-Rance*: 12/05/2017: « La culture, ce précieux trésor ».
9. *Fouette-Rance*: 26/09/2010: « La France des vieilles lunes ».
10. *Fouette-Rance*: 05/04/2013 « Mariage homosexuel, éviter le divorce ».
11. *Fouette-Rance*: 12/02/2017: « L'Europe n'est pas la cause de tous nos maux. »
12. *Fouette-Rance*: 26/08/2007.
13. *Fouette-Rance*: 07/01/2007.

[Les précédents épisodes des aventures de Hubert le Hobbit sont disponibles à l'adresse suivante : <http://hubertlehobbit.blogspot.fr/>]





De quelques intervenants aux Assises du « Vivre ensemble »

1.

Pierre Gattaz
(président du Medef)

Pierre Gattaz est un fils à papa. C'est le fils de Yvon Gattaz (dit « Vonvon le patron »), président du Conseil national du patronat français (CNPFF) entre 1981 et 1986, militant de la flexibilité du travail, ennemi déclaré des syndicats et de l'impôt sur les grandes fortunes. Pierre Gattaz peut faire l'apologie de la flexibilité et de la précarité, mais son petit trône, c'est son papa qui le lui a refilé. C'est un héritier falot qui explique à la France entière qu'il faut savoir prendre des risques et quitter sa zone de confort, un peu comme un curé pédophile qui fait la morale à ses ouailles. La seule excuse de Pierre Gattaz, c'est qu'il a bu au biberon toutes les idées libérales débiles qu'il régurgite aujourd'hui dans les médias. N'est-il pas temps de sevrer le grand benêt du Medef? Il a été président du Syndicat des industries de composants électroniques passifs (SYCEP). Il a, à cette occasion, participé à la production d'un « livre bleu » qui préconise le développement des technologies liées à la biométrie, à la vidéosurveillance et aux contrôles. Dans ce rapport, il est noté que : « *La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population*

ces technologies [...]. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité [...] et par l'apport de fonctionnalités attrayantes. » Est aussi recommandée dans ce rapport, l'éducation des enfants de l'école maternelle orientée de façon à favoriser l'acceptation de ces technologies. La surveillance, c'est un business bien rentable. La société de contrôle diagnostiquée par le philosophe Gilles Deleuze est devenue réalité grâce à des canailles comme Pierre Gattaz. Nul doute qu'il va se plaire à Rennes. Les caméras de vidéo-protection, en nombre toujours plus important, et les dispositifs de contrôle comme RenCitéZen (sans parler des prochains portillons anti-fraude, pour ne pas dire anti-pauvres, dans le métro), donnent un peu une idée du Vivre Ensemble à la sauce rennaise. C'est un Vivre Ensemble imaginé par Big Brother.

Le 17 octobre 2017, sur Europe 1, il s'est prononcé contre « l'optimisation des chômeurs ». Le problème, pour Pierre Gattaz, ce n'est pas l'optimisation fiscale des plus riches, mais la fraude des chômeurs fainéants qui profitent du système et font ainsi de « l'optimisation ». Pour lutter contre ce grand malheur qui afflige le pays, Pierre Gattaz a plein d'idées, notamment celle-ci : « Contrôler tous les jours les chômeurs. » Quelle est la prochaine étape ? Mettre les chômeurs dans un camp, parce qu'on les contrôlerait mieux du haut d'un mirador et que ça coûterait moins cher ? Avec les fichés S. ? Nouvelle conception du « Vivre ensemble » ?

Comme l'ignoble est souvent proche de la bêtise, au moment même où il s'en prenait aux chômeurs, Pierre Gattaz signait une promesse d'achat pour un magnifique château au cœur du Lubéron, d'un montant de 11 millions d'euros : « 2 120 m² habitables, six suites, une piscine chauffée, un *pool house*, une piscine extérieure et un vieux moulin à vent ». On parie que Pierre Gattaz va bien s'entendre avec Jeanne-Emmanuelle Hutin lors de ce grand barnum du « Vivre ensemble ». Ils vont pouvoir évoquer ensemble les joies de la vie sous l'ancien-régime, quand on pouvait être riche sans se faire impor-

tuner par les manants... Tout est parti à vau-l'eau avec la Révolution française, c'est bien connu. Oui, pourquoi ne peut-on pas à nouveau « Vivre ensemble » en paix et en bonne intelligence entre aristocrates et plébéiens ?

Pierre Gattaz a lancé l'idée d'un smic au rabais pour les jeunes, afin de permettre, selon lui, à « *quelqu'un qui ne trouve pas de travail, de rentrer dans l'entreprise de façon transitoire, avec un salaire adapté, qui ne serait pas forcément le salaire du smic* ». Le salaire minimum, c'est le prochain verrou à faire sauter pour le patronat. Est-ce que la fille de Gattaz, celle qui a passé le bac il y a quelques années et a planché sur « les conflits sociaux » et la « cohésion sociale », sera payée aussi au smic jeunes ? En tout cas, voici un sujet : Le « Vivre ensemble », que l'on prétend menacé par le terrorisme et le communautarisme, n'est-il pas, au fond, qu'un slogan chargé d'occulter la conflictualité sociale ? Jeanne-Emmanuelle Hutin, on a hâte de lire ta copie !

C'est le Medef et Pierre Gattaz qui poussent aux réformes libérales du code du travail, réformes largement impopulaires dans la population française. C'est pour faire passer ces réformes libérales qu'il est nécessaire de réprimer violemment ceux qui s'y opposent et manifestent. Pierre Gattaz est donc aussi responsable des violences policières qui se sont déroulées à Rennes pendant le mouvement contre la loi Travail. Il fait partie des donneurs d'ordre.

Magnanime, le mouvement ne lui fera subir en retour ni asphyxie lacrymogène, ni contusion télescopique ni énucléation non-létale. Tout proactif qu'il soit dans la propagation des politiques libérales, Pierre Gattaz reste un guignol. Il faut l'accueillir comme il se doit : à coups de crème chantilly dans sa face d'héritier.

*

2.

Laurent Solly (patron de Facebook)

Il est énarque (personne n'est parfait), a été le « plus jeune préfet de France », a fait ses classes dans le monde de l'entreprise chez EDF. Puis il a embrassé une carrière politique dans le sillage d'un Nicolas Sarkozy alors au faite de sa gloire. Il intègre son cabinet au ministère de l'Intérieur, en 2004, le suit à l'Économie puis à la présidence de l'UMP et, enfin, dans sa campagne victorieuse de 2007. Il se fait alors parachuter chez Martin Bouygues, l'ami du patron, où il manque de prendre la tête de TF1 en raison d'une malencontreuse défaite aux élections présidentielles de 2012. Ses compétences acquises à la tête de la régie publicitaire du marchand de temps de cerveau disponible¹ le désignent pour accéder à la direction de Facebook France, même si lui-même ne disposait pas de compte personnel sur le réseau social trois mois auparavant. Technophile modéré, il conseille à sa propre famille de limiter le temps passé sur smartphone, tout en encourageant le reste des 33 millions d'utilisateurs français de Facebook à alimenté toujours plus leur profil. Il est ensuite promu responsable de Facebook Europe du Sud où il doit alors également se préoccuper des cerveaux italiens, portugais et espagnols.

En tant que directeur adjoint de la campagne présidentielle de 2007, il a déclaré : « La réalité n'a aucune importance, il n'y a que la perception qui compte. » La maxime s'adapte parfaitement à son nouveau métier.

Un de ses prédécesseurs à un poste à responsabilité chez Facebook a récemment livré ses remords et la clé du succès du réseau social : « *La réflexion qui a porté la création de ces applications – et Facebook fut la première de celles-ci... – était : comment consommer autant de temps et d'attention que possible ? [...] Nous vous donnons donc une sorte de petite décharge de dopamine de temps en temps, parce que quelqu'un a aimé ou commenté une publication ou une photo. Et c'est cela qui va faire que vous allez produire plus de contenu, parce qu'ils vont vous*

apporter... toujours plus de like et de commentaires. »

Les médias du monde entier, et de France en particulier, en panne de *business model*, restent ébahis devant tant de clairvoyance. Alors ils signent les uns après les autres des « partenariats » avec la firme californienne. À grand renfort de millions de dollars, Facebook achète du contenu au Monde, au Figaro, à TF1, au Parisien, à Brut, à RTL, à Europe 1 (et bientôt à *Ouest-France?*), et leur promet leur dose de clic. La dépendance des « journalistes » envers le géant du web est de plus en plus forte, sur le plan des finances comme des canaux de diffusion. Petit à petit, Mark Zukerberg et ses acolytes rendent un peu plus réel leur rêve de remplacer internet et de maîtriser la plus grosse part de ce qui circule sur la toile. Et les médias en question sont soudain bien timorés quand il s'agit de critiquer leur ogre « partenaire », sur l'« optimisation fiscale » ou les questions de vie privée, par exemple...

M. Solly et son brushing impeccable interviendront sur la table ronde: « Réseaux sociaux: aide ou obstacle au vivre ensemble? » Le débat devrait faire rage, puisqu'il partagera le micro avec la directrice exécutive d'Orange et une sociologue du nom de Dagnaud dont le dernier livre loue le « modèle californien » et son « esprit collaboratif² ».

1. Selon l'expression du précédent dirigeant de la chaîne Patrick Le Lay.

2. À propos de cet ouvrage, lire l'article du quotidien économique *les Échos* dont les premières lignes valent le détour: « *Il y a en France des "zadistes", de ZAD, zones à défendre. Ils sont violents, ils cassent le monde autour d'eux. Il y a à San Francisco des ZDCistes, de ZDC, zone de confiance. Ils construisent le monde de demain.*

Si on veut retrouver de l'espoir, un bel espoir, dans ce XXI^e siècle qui s'ouvre, si on refuse de se laisser désespérer par le terrorisme, la stagnation séculaire, la corruption généralisée et la nullité politique, il faut lire "Le Modèle californien", de la sociologue Monique Dagnaud. Le sous-titre dit les choses: "Comment l'esprit collaboratif change le monde". »

3.

Jean-Michel Blanquer

(ministre de l'Éducation Nationale)

Déjà une belle carrière, comme ils et elles disent : d'abord professeur de droit public, puis recteur de l'académie de Guyane, ensuite directeur adjoint du cabinet du ministre de l'éducation, et chef de la DGESCO (enseignement scolaire) sous Chatel.

Après une candidature retoquée à la direction de Sciences Po car jugé un peu trop à droite, il obtient en 2013 la direction de l'ESSEC. Cette prestigieuse école de commerce est classée mondialement au troisième rang dans la production de *Chicago boys and girls* prêts à tout niquer, nous, nos gosses et la planète compris.

Enfin vient le tour de la réflexion aux côtés du droitier institut Montaigne, il élabore le programme éducation du candidat raté Juppé, ensuite récupéré par le candidat « rends l'argent » Fillon.

Et hop ! ni droite ni gauche, l'ultra-centre, le voici nommé ministre de l'éducation de Macron.

Sa technique depuis, le choc, « on tape, on discute après, une fois le k.o. obtenu ». Les annonces médiatiques se succèdent, certaines futiles et accessoires, d'autres imposant, à marche forcée et dans la précipitation, des changements importants et irréfléchis dans notre « système scolaire » en équilibre déjà fragile après tant d'années d'austérité. La seule constante qui ressort, sa ligne, que l'on peut définir selon 3 axes :

Néo-libéralisme. Sélection à tous les niveaux, autonomie des chefs d'établissements et territorialisation, salaire au mérite, enseignement privé, l'apprentissage plutôt que l'école, évaluation et reporting partout.

Scientisme pédagogique. C'est son grand totem, la science résout tout ! Méthode de lecture imposée aux enseignants.e.s, création d'un institut scientifique avec son copain Dehaene

(docteur en psychologie cognitive), méthodes de labos imposées dans les classes appliquées, comme à des lapins? (souve- nez-vous: la détection des gosses de 3 ans « à risque » sous Sarko, c'est lui).

Néo-conservatisme. Laïcité républicaine comme arme de stigmatisation des musulmans et gros cadeaux aux écoles catholiques, rejet de l'écriture inclusive, uniformes scolaires, internats « d'excellence » pour les sauvageons, « RÉPU- BLIQUE » (la sienne) clamée comme une formule magique, respect de l'autorité.

Celle qui en parle le mieux. Marine le Pen dit de lui : « Les discours de M. Blanquer sont [...] pour nous une victoire idéologique, mais même maintenant une victoire politique » ; « [il] reprend à son compte les idées du FN sur l'école: rythmes scolaires, retour aux fondamentaux, redouble- ments, refus de l'écriture inclusive, assouplissement de la réforme du collège, dictée quotidienne, méthode de lecture, fin du scandale du tirage au sort à l'université. » Blanquer l'a, bien sûr, accusée de récupération de ses propos – pour une fois qu'elle disait vrai!

4.

Jeannette Bougrab (présidente de la Halde)

Pour le premier débat: « *Face à la montée des communautarismes, quelle laïcité?* » est invitée Jeannette Bougrab. Elle est sobremen- présentée comme la présidente de la Halde (Haute autorité de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité) et ancienne ministre. Faut-il rappeler que c'est une proche de Claude Guéant, d'Alain Juppé et de François Fillon, trois personnes bien connues pour leur passion de l'égalité et leur combat acharné contre les discriminations? Elle a aussi sou- tenu énergiquement Nicolas Sarkozy pendant les dernières

primaires de la droite en 2016. Tout le monde a le droit, en effet, de participer au jeu démocratique et la corruption évidente, pour ne pas dire avérée, de ces éminentes personnalités ne doit pas les empêcher de diriger la France. Ou alors qui resterait-il pour incarner l'État français ? Quel préfet resterait en poste ? Surtout en Bretagne, où le poste de préfet mène à de hautes fonctions à Paris, avant la mise en examen. Interdire aux margoulins les hautes fonctions publiques, c'est faire le jeu des discriminations et du populisme. On sait où ça mène.

Question laïcité, Jeannette Bougrab est spécialiste et c'est la raison pour laquelle elle est invitée. Elle a affirmé publiquement, à de nombreuses reprises, son souci de la laïcité, c'est-à-dire sa critique de l'islam. Car le communautarisme qui menace la France, c'est l'islam, et non pas le catholicisme – que le journal *Ouest-France* a toujours défendu avec vigueur, pour ne pas dire acharnement (ce qui n'a rien à voir avec le fanatisme), jusque dans les dernières lignes du dernier édito de François-Régis Hutin, grand catholique devant l'éternité. Jeannette Bougrab, qui est aussi chroniqueuse dans la revue d'extrême-droite *Valeurs actuelles*, le sait mieux que quiconque. L'islam est le grand danger et l'obstacle n°1 au Vivre ensemble. Le premier débat de la première journée a le mérite de poser la question importante de notre temps. Jeannette Bougrab a dû en discuter à de nombreuses reprises avec son ami Patrick Buisson, idéologue d'extrême-droite influent, avec lequel elle a travaillé sur des documentaires.

Ouvrir les Assises nationales de la citoyenneté et du Vivre ensemble avec une chroniqueuse d'une revue d'extrême-droite, collaboratrice de Patrick Buisson : il fallait oser ! Mais les courageux journalistes de *Ouest-France* ont toujours fait du combat pour la vérité une exigence de tous les jours !

Nous aurions aimé avoir également l'avis de Jeannette Bougrab sur le poids de la dépense publique et de la dette (elle a fait passer son salaire de 6 900 euros à 14 000 euros mensuels quand elle était présidente de la Halde) mais elle sera déjà très occupée avec l'islam, ou plutôt avec la laïcité et le communautarisme. Et face aux critiques faciles : ne doit-on pas rap-

pelel que la lutte pour l'égalité et contre les discriminations n'a pas de prix ? Tout comme la lutte pour la liberté de la presse ?

5.

Bruno Retailleau

(président du groupe Les Républicains au Sénat)

Bruneau Retailleau a longtemps frayé dans le sillage de Philippe De Villiers, depuis ses 17 ans et son entrée comme cavalier au Puy-du-Fou. Il a ainsi dirigé la villiériste Radio Alouette et été membre du bureau du Mouvement pour la France. Il lui a plus tard préféré François Fillon, dérobant au passage la place de président du conseil général à son ancien ami et mentor. Son ambition l'a ensuite éloigné de ses racines vendéennes et il a passé ses années 2015, 2016 et 2017 à trépigner sur son nouveau fauteuil de président de la région Pays de la Loire, rageant de ne pouvoir expulser la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il a pourtant payé de sa personne en ne manquant jamais une occasion d'aller pleurnicher dans la presse sur la nécessité de construire un nouvel aéroport et sur cette « base arrière de toutes les guérillas contre les projets de ce type ». Il a également payé la modique somme de 60 000 euros (avec le budget de la région cette fois) une campagne de publicité dans la presse locale sur le thème de l'évacuation de la ZAD, en pleine préparation de la consultation de juin 2016 « pour ou contre l'aéroport », avec, en point d'orgue, une pétition en ligne dont il s'est avéré que 40 % des signatures étaient bidonnées. À l'époque, les syndicats de journalistes de *Ouest-France* s'étaient élevés contre cette « confusion des genres », dénonçant une « mise en cause de [leur] indépendance ». C'est précisément sur cette question de la démocratie locale et consultative que M. Retailleau, désormais sénateur, est invité à intervenir ce vendredi 19 janvier.



Mais aussi
de quelques
sponsors
finançant
l'événement

1.

**La Banque Postale: « vivre ensemble » ?
Oui... mais très séparément !**

La Banque postale est-elle vraiment une « banque citoyenne », comme son slogan le laisse entendre? Voyons la chose de plus près...

Créée en 2006, la banque postale est une filiale de La Poste, totalement privée. Le fonctionnement de La Banque Postale s'apparente à un prêt de main-d'œuvre illicite. En effet, la Banque Postale a très peu de salariés mais se sert des guichetiers de La Poste, des postiers des 23 centres financiers (ex-centre de chèques postaux) et du réseau des 10 000 bureaux de Poste. Ainsi, voilà plus de 50 000 fonctionnaires et des salariés de La Poste qui travaillent « au nom et pour le compte » de la Banque Postale. C'est la formule employée par les dirigeants de La Banque Postale.

C'est à notre avis le seul exemple, dans l'hexagone, qui voit une filiale se servir des employés (et même des fonctionnaires) de sa « maison mère » pour fonctionner ! Mais, outre ce montage juridique très limite, la Banque Postale est-elle citoyenne comme elle le proclame ? Non ! Et trois fois non ! Parce que ses dirigeants segmentent sa clientèle, utilisent des fonds

publics pour supprimer des bureaux et s'en prennent aux syndicalistes...

La segmentation de la « clientèle » selon la surface financière

Contrairement aux idées reçues, tous les clients de la banque postale ne sont pas traités de la même manière. Une fiche de procédure du 29/07/2016 stipule que les clients sont notés tous les mois de façon automatique puis regroupés par classe de notes. La note de service confidentielle est très explicative et très détaillée.

La clientèle est ainsi classée selon sa surface financière : MS1, MS2, MS3, MS4 puis en classe de 4 à 9... La note de service précitée indique, par exemple, que les demandes d'octroi de découvert ou de découvert exceptionnel émanant des « MS4 classe 4 » doivent être refusées systématiquement en amont, sans être étudiées. Même chose en matière de carte pour les MS4 classe 4 et 9. Quant aux réclamations (remboursement de frais, etc.), le traitement est priorisé en fonction de la catégorie. Les réclamations des clients MS1 (ayant du patrimoine) sont traitées avant les autres, les MS4 classe 9 pourront attendre parfois deux mois ! Qu'est-ce que veut dire « MS » ? Cela veut dire « Modalité de service » ! C'est une appellation volontairement neutre pour masquer la segmentation. Car tout cela est secret, confidentiel, et le client ne le sait pas ! Pourtant, ce même client aura payé le même montant de frais de gestion ou de tenue de compte !

Alors, citoyenne, la Banque Postale ? En réalité, très ségrégationniste !

1,83 milliard d'argent public pour... supprimer des milliers de bureaux de poste

Pour s'acquitter de ses obligations de service public, la Banque Postale reçoit une compensation de l'État. Sur la base des chiffres présentés par la France à la Commission européenne pour la période 2015-2020, ce montant est de 1,83 milliard d'euros !

Ce serait la contrepartie financière de l'obligation de faciliter « l'accessibilité bancaire », précise la nouvelle convention applicable depuis le 1^{er} janvier 2015. Or, en termes d'obligation, est indiquée l'obligation de maintenir une présence territoriale dans des zones où d'autres banques sont peu présentes, par exemple dans les zones périurbaines fragiles, afin de garantir l'accès au livret A.

Or, les patrons de la Banque Postale font l'inverse : à Rennes, par exemple, où 225 millions d'euros d'argent public ont été versés à la banque en 2016. Sur dix-neuf bureaux de Poste, six ont été supprimés cette même année (Hoche, Saint-Hélier, la Poterie, Danton, Coëtlogon, Oberthur). De 2017 à 2020, les patrons de La Poste envisagent de supprimer en Bretagne 270 bureaux sur 452 existant actuellement !

L'absence de « dialogue social » et la discrimination syndicale

Les patrons de La Poste et de la Banque Postale sont passés pour la plupart par tout ce que compte la France de banques et de sociétés d'assurances. Le PDG de La Poste, Philippe Wahl, vient de la Royal Bank of Scotland, qui a réussi l'exploit d'une faillite en 2008, avec un déficit de 45 milliards, lorsque ce monsieur était « *super advisor* ». Le PDG de la Banque Postale, R. Weber vient, lui, du CIC.

Il est évident qu'avec de tels dirigeants et de telles stratégies, les conflits sociaux se multiplient. Les CHS-CT des centres financiers ont diligenté de nombreuses expertises effectuées par des cabinets agréés par le ministère du travail et toutes révèlent que les risques psychosociaux sont élevés et s'aggravent à cause du management, de la hiérarchie, de l'intensification du travail, de la surveillance dont les salariés font l'objet. Ces conditions de travail ont d'ailleurs été à l'origine d'un suicide au centre financier de Paris, en 2013...

Et que font les dirigeants de cette « Banque Citoyenne » ? Rien ! Ou plutôt si ! Ils rivalisent d'ingéniosité pour gêner les instances des représentants du personnel. Au moins un directeur d'un centre financier est poursuivi pénalement par le CHS-CT pour entrave à son fonctionnement. Et pour cou-

ronner le tout, le Tribunal administratif de Rennes condamnait La Poste et la direction du centre financier de Rennes, le 2 mars 2017, pour discrimination syndicale envers le secrétaire départemental de Sud-PTT!

La Banque Postale n'a évidemment rien de « citoyen », pas plus que le Crédit agricole n'est « mutualiste » ou que la PBCE n'est « populaire ». Les dirigeants des banques ne sont pas des philanthropes. Ce qui les intéresse, c'est l'augmentation de leur PNB (produit net bancaire) et du coefficient d'exploitation. Dans un monde surbancairisé, les dirigeants des banques, dans leur totalité, se retrouvent pour contourner les règles légales et alimenter le *shadows banking* (la banque de l'ombre représente 100 000 milliards de dollars) et les paradis fiscaux.



2.

Orange: « Vous rapprocher de l'essentiel? »

(Ce qu'en disait *Ouest-France* le 18 mars 2014)

Dix salariés d'Orange (ex-France Télécom) se sont suicidés depuis le début de l'année, soit « presque autant qu'au cours de toute l'année 2013 », a annoncé mardi l'Observatoire du stress et des mobilités forcées, y voyant un motif de « grave alerte ».

Selon cet organisme créé par des syndicats de France Télécom (CFE-CGC et SUD) peu avant le début de la vague de suicides qui avait frappé le groupe en 2008-2009 et qui y recense depuis les drames, la majorité de ces suicides « ont une relation explicite au travail ».

Pour l'ensemble de l'année 2013, 11 suicides avaient été recensés au sein du groupe, a indiqué mardi un membre de l'observatoire, évoquant une accélération « tout à fait étonnante », même s'il y a souvent plus de suicides en début d'année et après les fêtes.

Un « contrat social » lancé après la crise de 2010

L'Observatoire, dont les données ont d'abord été publiées par Mediapart, rapporte que le climat social avait été « apaisé » au sein de l'entreprise qui emploie environ 100 000 personnes. Cet apaisement avait notamment été obtenu grâce au « contrat social » lancé après la crise, en septembre 2010, qui prévoyait 10 000 recrutements.

Mais, dit l'observatoire, « on retrouve dans l'entreprise d'aujourd'hui les facteurs structurels de la crise 2007-2009, dont l'une des manifestations, la plus grave, est la remontée rapide des suicides ».

« Au moment où il fut découvert, ce vase était rempli aux trois quarts de monnaies. C'est dire que son poids était considérable, et que son exhumation ne se fit pas sans quelques difficultés. [...] malgré la brigue qui fermait tant bien que mal l'orifice de l'amphore, les infiltrations d'eau pluviale avaient pénétré à l'intérieur, et les monnaies s'étaient oxydées à un tel point qu'elles étaient pour ainsi dire soudées ensemble, ne formant plus qu'une masse métallique qui adhérait fortement aux parois du vase. »

L. Decombe, *Trésor du jardin de la préfecture à Rennes*, Verdier, 1882.



DEMAIN
S'OUVRE
AU PIED-DE-BICHE

MELTER
DE GREVE
ALBAIG

II.

Ouest-France: la grande parade des Schmocks





La France des vieilles lunes

par Jeanne-
Emmanuelle Hutin

*[Éditorial de Ouest-France dimanche du 26 septembre 2010,
au début du mouvement contre la réforme des retraites.]*



EN FRANCE, ON REFUSE : le chômage, la maladie, la crise économique, les injustices, les délocalisations... Cela n'a rien de choquant. Mais protester ne dispense pas de remédier aux maux du pays. Or, on a tendance à considérer l'État comme un médecin magicien : si quelque chose va mal, qu'il l'arrange ! S'il ne l'arrange pas, alors on soupçonne les hommes politiques de toutes les turpitudes. Et la moindre rumeur devient une affaire d'État !

Manifester son inquiétude est légitime mais il convient aussi de se demander pourquoi on dépense tant d'énergie à rechercher des boucs émissaires au lieu de prendre en main son destin.

L'inculture économique y est pour beaucoup. Et ce n'est pas étonnant quand des enseignements scolaires réduisent encore trop souvent l'Histoire comme l'Économie, aux luttes sociales. Au XXI^e siècle, on continue de transmettre un imaginaire issu du XIX^e siècle ou même de la Révolution française ! Certes, ces époques doivent être enseignées, loin des caricatures et des exploitations idéologiques variées. Mais le monde n'a-t-il pas radicalement changé ? L'imaginaire politique fran-

çais permet-il de comprendre les réalités du XXI^e siècle ?

On en doute. Il se pourrait même qu'il soit un obstacle au développement du pays. Par exemple : le cliché révolutionnaire encore repris dans certains manuels scolaires accusant l'aristocratie de l'Ancien Régime d'être riche et oisive passe souvent sous silence ce qu'elle a contribué à construire dans la société et la politique, la pensée et les arts. Cette erreur est lourde de conséquence car elle véhicule une vision simpliste de la vie sociale partagée entre des bons et des méchants, éternellement condamnés à se combattre. En divisant, elle fait perdre au pays une énergie précieuse et prépare le chemin des manipulations populistes.

Le mal va plus loin encore quand on observe que, dans les mentalités, l'aristocrate d'hier est remplacé par le riche d'aujourd'hui. Serait-ce un crime en France d'avoir réussi et de se montrer généreux ? On continue de flétrir ceux qui ont réussi, alors même que leur réussite est nécessaire au développement du pays : elle crée des emplois et la richesse qui permet de financer l'entraide sociale.

Cette mentalité collective risque de nuire au pays en incitant les entrepreneurs de talents à partir. La réussite des uns peut concourir au bien de tous. Pour sortir de la crise et assurer les retraites, il est indispensable de créer des emplois et donc des entreprises qui réussissent. Accepter les talents et le succès, c'est le moteur de la croissance de demain. Le repli sur les vieilles lunes est la meilleure manière d'appauvrir le pays et de fragiliser la démocratie. »

« Mettre en colère les ca-
nailles qu'on ne peut pas
améliorer est aussi un but
éthique. »

(Karl Kraus)



Relevé d'un dialogue ayant eu lieu devant le siège de *Ouest-France* bloqué

[Dans la nuit du 5 au 6 novembre 2010, en plein mouvement contre la réforme des retraites. Captation et transcription proposées par l'Institut de démobilisation.]

Lieu: Le siège de *Ouest-France* (Chantepie)

Temps: Le 5 novembre, à 23h30

Personnes impliquées dans le dialogue: D'un côté, MM. Philippe Boissonnat, directeur départemental d'Ille-et-Vilaine, Michel Boucher, directeur général délégué de *Ouest-France* (notés indifféremment A) ; De l'autre trois individus participant au blocage (notés indifféremment B).

(N.B. : Ces deux « indifféremment » sont notés non par indifférence, mais parce que notre captation n'a pu discerner, pour raison technique, les propos particuliers des uns et des autres, à l'intérieur des deux camps.)

Situation: Depuis une demi-heure, une centaine d'individus bloque les voies d'accès de l'entrée principale du siège de *Ouest-France*. Des policiers sont déployés à l'intérieur du site dans lequel des manifestants ont pénétré un peu plus tôt.

A. – Comment pouvez-vous vous en prendre ainsi à la liberté d'expression ? C'est un fait grave que d'empêcher la presse de travailler...

B. – Mais c'est justement *Ouest-France* qui attente à la liberté de la presse! Votre journal contrôle tout ou presque en Bretagne. Vous êtes hyper-puissant et sans pitié avec vos adversaires et ceux qui écrivent des choses contre vous. Vos avocats sont très efficaces pour faire taire les récalcitrants. Tout le monde le sait. Et c'est vous qui nous accusez d'attenter à la liberté de la presse, c'est le monde à l'envers!

A. – Des livres critiques à l'égard de notre journal ont été publiés. Vous pouvez les trouver en librairie et les lire!

B. (*avec insolence*) – C'est vrai, celui de votre ancien journaliste Guy Delorme est d'ailleurs très instructif. On peut y lire combien votre journal a toujours été au service du pouvoir de manière fort servile. C'est pour ça d'ailleurs que vous avez été obligés de changer de nom. *L'Ouest-Éclair* a été l'un des journaux les plus collabos de France et a nourri par ses articles la haine antisémite.

A. – Paul Hutin, le fondateur de notre journal, n'a pas collaboré et il a quitté le journal pendant la guerre! C'est très clair.

B. – Vous avez raison, Paul Hutin n'a, en effet, pas collaboré mais le journal est resté dans les mains de la même famille, celle des Desgrées du Loû-Hutin et les résistants y étaient d'ailleurs très opposés, n'est-ce pas? Mais votre Paul Hutin, c'était un malin... Il a réussi à récupérer le journal. [...]

A. – Mais est-ce que vous savez seulement combien de lecteurs nous avons? Nous en avons deux millions! Et c'est à ces lecteurs que vous vous en prenez en bloquant ce site comme vous le faites.

B. – Deux millions de lecteurs, ce n'est pas un argument... N'importe quelle émission de télé débile a plus de spectateurs que vous de lecteurs... Vous êtes à la traîne... Et puisqu'on parlait de la collaboration, vous savez bien que la résistance était le fait au début d'une poignée de marginaux et de farfelus... Est-ce que pour autant ils avaient tort? Et combien de millions de lecteurs avaient *L'Ouest-Éclair*? Nous serions curieux de le savoir...

A. (*visiblement très choqué*) – Ainsi, vous vous prenez pour des résistants, c'est ça ? Vous ne manquez pas de toupet !

B. – Vous avez raison, Monsieur, ce n'est pas parce que vous êtes des collabos que cela fait de nous, nécessairement, des résistants.

A. – Ah, d'accord... Quand même...

B. – Et puis, vous savez, nous aussi nous lisons votre journal. Nous sommes aussi de vos lecteurs. Un certain nombre pense d'ailleurs que les Hutin sont de grands comiques, que les articles de François-Régis ou Jeanne Emmanuelle sont du second degré... Que les Hutin sont l'équivalent dans le domaine de la presse de la dynastie Zavatta... Une dynastie de comiques que les Hutin... Jeanne Emmanuelle doit d'ailleurs déjà avoir un descendant prêt à prendre la relève, non ?

[Pendant ce temps, des camions de police manœuvrent devant l'usine, les manifestants acceptent de laisser sortir les salariés qui ont fini leur journée, des étudiants en théologie sortent du site qu'ils ont visité et viennent discuter avec des bloqueurs. Autour des barricades constituées essentiellement de poubelles de petits groupes se sont formés. Au-dessus du siège, le logo de Ouest-France brille dans la nuit.]

A. – Mais est-ce que vous vous rendez seulement compte que vous allez empêcher la diffusion de plusieurs centaines de milliers de journaux ?

B. – Mais, monsieur, nous sommes précisément ici pour cela. Pour vous bloquer. Ce dialogue n'est qu'anecdotique. Nous sommes venus pour empêcher votre journal de paraître et non pour parler de la liberté d'expression, de votre liberté d'expression qui n'est que votre liberté de mentir et de désinformer. À votre liberté d'expression, nous opposons notre liberté de vous bloquer.

A. – Vous auriez pu prendre rendez-vous, nous vous aurions reçus et vous auriez pu nous faire part de vos critiques touchant certains articles !

B. – On serait venus vers 16 heures et on aurait pris un café

en parlant de vos articles dégueulasses... C'est ça? Parlons-en maintenant de vos articles. Celui sur la première action de blocage du dépôt de Vern-sur-Seiche était mensonger. Il était écrit qu'il n'y avait là que des éléments extérieurs. C'était faux. Nous sommes venus aider des salariés à bloquer leur dépôt. Votre journaliste ne pouvait pas l'ignorer. Il n'est pas débile à ce point-là. Il ne pouvait pas ignorer la présence de salariés. Il a menti délibérément pour discréditer cette action...

A. – Ne caricaturez pas ainsi les journalistes s'il vous plaît, et vous les connaissez nos journalistes, n'est-ce pas? Vous les croisez dans les manifestations...

B. – Bien entendu et certains le disent que leur marge de manœuvre est limitée parce qu'ils travaillent pour un journal de droite des plus réactionnaires. Ils aimeraient sans doute écrire autre chose, pour certains, car ce ne sont pas tous de mauvais bougres mais les temps sont durs et ils ne veulent pas perdre leur boulot... Ils ont d'ailleurs fait paraître un communiqué, par le biais du SNJ, pour déplorer notamment les éditos de François-Régis. Des salariés de l'imprimerie rencontrés pendant les manifestations les ont déplorés aussi... Eux aussi les ont trouvés dégueulasses, ces éditos...

A. – Mais vous ne pouvez pas rester là! Nos journaux sont comme des produits frais qui doivent être livrés chaque matin!

B. – Des produits frais? Ce sont plutôt des poissons pourris!

A. – Nous sommes un service public, nous sommes au service du public!

B. – Qu'est-ce que vous êtes drôle!

A. – Mais je ne plaisante pas! Vous allez empêcher la diffusion de 600 000 journaux!

[À cette dernière phrase des A, plusieurs individus, parmi ceux venus bloquer, applaudissent.]

B. – On veut parler à François-Régis ou à Jeanne Emmanuelle! Qu'ils viennent ici! Ou filez-nous un édito!



Violences à Rennes, « Ça suffit ! »

par François-Régis Hutin

[Ouest-France, *éditorial du 15 mai 2016, pendant le mouvement contre la loi Travail.*]



ÇA SUFFIT ! Les troubles qui surgissent un peu partout dans le pays et particulièrement dans certaines grandes villes, comme à Rennes et à Nantes, sont d'abord intolérables.

Ensuite et c'est plus grave encore, ils manifestent l'impuissance totale du pouvoir actuel, du président de la République au chef du gouvernement, en passant par les ministres et les leaders de la prétendue majorité. « Prétendue », car il n'y a plus de majorité. La démonstration vient d'en être faite avec le 49.3.

Alors va-t-on vivre encore une année entière dans ce climat quasi insurrectionnel, sans que le pouvoir réagisse ? Alors que les gens et les commerçants n'en peuvent plus ?

Il est sans doute utile que le président de la République se rende en Afrique. Mais, pendant ce temps-là, la maison brûle, ici même. Ce genre de voyage veut masquer l'impuissance du pouvoir, masquer la réalité, masquer l'impuissance de l'ensemble des responsables et pourquoi en sont-ils là ? Parce qu'ils ne pensent qu'élection et singulièrement élection présidentielle. Ils ne veulent pas se mettre à dos leurs alliés d'hier. Ils ferment donc les yeux, ils montrent beaucoup d'indulgence pour ces gauches qui se muent de jour en jour en gauchistes et, n'étant pas formellement condamnées, se renforcent chaque jour.

Tout le monde en a assez des atermoiements, des petits arrangements entre copains, des compromissions de plus en plus évidentes. Bientôt ce sont les forces de l'ordre qui vont demander directement des comptes. On les utilise jusqu'à leurs limites, on abuse de leur esprit d'obéissance, de leur dévouement, et on ne leur montre clairement aucun chemin.

Se battre? Ils répondent « oui ». Recevoir des coups? « Oui ». Se faire insulter? « Oui » mais pour quoi? Pour aller où? Non seulement ils protègent la population, mais où est la reconnaissance qu'on leur doit? Mais surtout ils protègent la démocratie, face à ces quasi fascistes qui s'efforcent de la détruire. Mais ceux qui les envoient à la bataille, croient-ils encore à la démocratie? Quand ils sont dépassés par ces casseurs, forces extrêmes de gauche, qu'ils n'osent pas franchement et directement combattre.

Une véritable révolution est nécessaire!

Dépassés aussi par les forces d'extrême droite qui vont finir par se manifester à leur tour. En continuant ainsi, nous allons aux pires affrontements à cause de la faiblesse qui devient lâcheté de la part des autorités. Et tout cela sous le régime d'un état d'urgence proclamé comme devant assurer la paix et la sécurité. Cet état d'urgence est complètement oublié, négligé, ce qui manifeste encore plus cruellement l'impéritie du pouvoir.

Alors Monsieur le président de la République, que faites-vous? Qu'allez-vous faire? Nous n'attendons plus grand-chose des discours. Il nous faut plus, beaucoup plus: un changement d'attitude, des perspectives claires et des actes.

Ce n'est pas en continuant à donner ce sentiment d'hésitation que nous ressentons tous que vous retrouverez la confiance, au contraire. Si elle peut encore venir ou revenir, ce sera dans une clarification réelle et non ambiguë conduisant à des choix audacieux s'appuyant sur des politiques reposant sur toutes les bonnes volontés appelées à la rescousse, qu'elles viennent du reste du PS qui vous soutient, qu'elles soient du centre droit, du centre gauche, ou d'ailleurs, de ce fond raisonnable qui demeure dans l'opinion du pays.

C'est à vous de faire rapidement cette véritable révolution, en espérant que la droite la comprenne. Sinon la révolution se fera sans tarder dans la rue avec beaucoup de violence, de souffrance et d'humiliations que vous, peut-être, vous pouvez encore épargner au pays. »

« C'est trop. Un satiriste
peut fermer boutique
quand la réalité lui fait une
telle concurrence dans la
malpropreté. »

(Karl Kraus)



Un spectre hante le Vivre ensemble...

« Ne soyons donc plus surpris si la Providence les récompense sans mesure de leur souplesse, et si leur abjection leur procure les honneurs, la richesse et le respect des Nations bien gouvernées. »

Baron d'Holbach, *Essai sur l'art de ramper à l'usage des courtisans* (1764)

UNE ÉVIDENCE S'IMPOSE : les « Assises nationales de la citoyenneté », c'est le grand rendez-vous de la canaille. Mais à la différence des Petites Canailles (*Our Gang The Little Rascals*) de la série télé américaine en noir et blanc, le gang qui s'apprête à déferler sur Sainte-Anne n'est pas constitué d'enfants pauvres comme le petit Porky, Buck le noir, Alfafa, Darla ou le gros Spanky (même si Daniel Cohn-Bendit ressemble au premier et Pierre Gattaz ou Gérard Larcher au cinquième). Non, les canailles attendues en grande pompe à Rennes ont le sens des affaires juteuses. Ce Centre des Congrès était fait pour eux. Tous ces intervenants représentent la crème de la crème : riche et épaisse.

Mais on peut quand même se demander quelle mouche a piqué le journal *Ouest-France* d'inviter à Rennes un échantillon aussi représentatif de ce qu'il y a de plus ringard dans le monde médiatique, politique et économique français. Sans parler de ces extrémistes libéraux, parfois liés à l'extrême-droite française et à ses relais médiatiques. Regardez la liste des invités de près et vous aurez une image exacte de cette vieille France conservatrice qui cherche à nous vendre sa pen-

sée rance, aristocratique comme le *nec plus ultra* du nouveau monde en train de naître. Regardez la liste des invités... Vous avez là les courtisans les plus compromis avec le monde tel qu'il est. Ils se parent de titres pompeux, ils sont directeur de département d'opinion public, président du Sénat, ancien ministre, présidente du fonds Citizen Capital, sociologue, député, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique... comme il y avait dans l'ancien-régime des ducs, des marquis, des vicomtes, des barons ou un grand chambellan de France. Ils essayent pourtant d'incarner la modernité et l'innovation, ces vieux marquis ridicules. Ils s'appellent Jack Lang ou Jacques Toubon. Ils sont là depuis toujours, comme si on regardait un vieux film en noir et blanc, avec de vieux acteurs qui nous expliquent qu'il faut tout changer, tout transformer tout le temps. Mais, bien entendu, cela ne les concerne pas, ces vieux rentiers *ad vitam aeternam* du pouvoir. Eux, ils ne laissent pas leur place. Eux, ils sont indétronables. La précarité et les joies d'une vie aventureuse sous le règne du Capital, c'est pour ceux d'en bas.

Il y a dans ce programme un mélange de la vieille garde composée des figures, connues et moisées, issues des rangs du Parti Socialiste ou du ex-RPR, et puis les amis et les conseillers du nouveau monarque comme Jean-Marc Borello : « *Le grand patron (social) qui murmure à l'oreille d'Emmanuel Macron* »¹. Ce que *Ouest-France* ne nous dit pas, c'est qu'il a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir « *facilité l'usage illicite de stupéfiants* ». L'ecstasy qu'il revendait au Palace était, paraît-il, excellente! Et il s'y connaissait bien dans ce domaine, car il avait été membre en 1982 de la Mission interministérielle de la lutte contre la drogue et la toxicomanie. Quelle trajectoire romanesque! On ne monte pas les échelons aussi vite sans être capable de quelques contorsions...

Thierry Pech, autrefois proche de la CFDT, de la revue *Esprit*, membre fondateur du *think tank* Terra Nova (leur obsession du nouveau est la première preuve, sans doute, de leur conservatisme), qui intervient sur France-Culture, sur France 5, sur LCI est aussi, bien évidemment, un fervent supporter du

nouveau prince : il a participé au meeting de soutien de Bercy, le 17 avril 2017. Il est aussi l'auteur du livre : *Insoumissions. Portrait de la France qui vient*. On attend un chapitre consacré à Thierry Pech dans un essai qui reste à écrire et s'appellerait : *Soumissions. Portraits de cette France libérale qu'il faut dégager*. Plusieurs chapitres de ce livre à venir pourraient être consacrés à ceux qui construisent, fabriquent la perception que nous sommes censés avoir de nous-mêmes : ces faiseurs d'opinions, ces petits fabricants de sondages qui font passer pour des vérités les petits désirs de leurs maîtres. Ils se drapent dans une pseudo-neutralité pour mieux nous vendre ce que nous ne voulons pas. Jérôme Fourquet, directeur du département d'opinion et stratégies d'entreprise de l'institut de sondage Ifop, autre invité, n'a-t-il pas révélé, le 15 octobre 2017, dans un article intéressant, que « 38 % des Français se disent en faveur d'un régime autoritaire pour réformer la France et éviter le déclin » ? Encore 12 % et le régime autoritaire sera « légitime », « démocratique » puisque majoritaire dans l'opinion publique ! Le fétichisme de la majorité risque de nous jeter, plus vite qu'on ne le pense, dans les bras de César (si nous n'y sommes pas déjà).

Dominique Reynié, professeur des universités, est aussi directeur du *think tank* libéral : la Fondation pour l'innovation politique, proche des LR. Intellectuel engagé, il a lancé, le 26 février 2016, la pétition *Oui à la loi travail ! Non au chômage ! Sanguin*, il n'aime pas qu'on lui rappelle qu'il pue le conflit d'intérêts à plein nez. Ainsi, lors d'une réunion au ministère de l'Intérieur, place Beauvau, il s'en est pris à celui qui a évoqué à mots couverts ses magouilles ².

S'il y a bien un point commun à tous ces intervenants si médiatiques, c'est leur soumission à l'ordre libéral. Certains sont même des fanatiques un peu effrayants, comme Agnès Verdier-Molinié. Avant-garde de l'offensive libérale, elle squatte les plateaux télé pour appeler à des réformes toujours plus radicales. Pour elle « *il y a ceux qui veulent réformer et ceux qui ne veulent pas* ». D'une certaine manière, elle n'a pas

tort. Il y a bien, en effet, deux camps. Elle a choisi le sien. Son livre, *On va dans le mur!* (2015), dans lequel elle défend l'idée que les impôts, les normes et le nombre de fonctionnaires en France sont trop élevés, a été salué par Alain Juppé et François Fillon, qui s'est transformé pour l'occasion en critique littéraire: « *Un ouvrage décapant [qui] tire le signal d'alarme et préconise une thérapie de choc pour éviter le crash.* » Cette ultra-libérale radicalisée déverse sa propagande sur France 5, LCI, Europe 1, RMC et la radio d'extrême-droite Radio Courtoisie. Elle s'est même vue confier au début 2016, par un député PS, une mission de réflexion sur la rationalisation des minima sociaux! On imagine assez bien ce que peut raconter dans ce rapport l'auteur de *Soixante milliards d'économies!* Son *think tank* ne préconise-t-il pas tout simplement, comme le souligne Acrimed³: « *la privatisation des services de l'eau, de l'électricité, de la santé et de l'éducation, la suppression du SMIC, la diminution des allocations aux chômeurs ou la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes* »?

Il y a dans ces *Assises de la citoyenneté* un savant dosage entre la « pensée tiède », pour reprendre la formule de Perry Anderson⁴, et la pensée ultra-libérale. Mais, comme le dirait l'actuel adjoint à la culture de Rennes, Benoît Careil, sur TV Rennes, alors qu'il présentait les états généraux de la culture⁵: « *L'eau tiède, ça réchauffe l'eau froide.* » Tout un programme! En tout cas, quand on regarde le programme, on découvre une belle brochette de représentants de la pensée tiède qui ne réchauffe guère la pensée glaçante et calculatrice des ultra-libéraux. Le défilé de la canaille va avoir lieu, à n'en pas douter, au son de « *Il faut réformer la France et diminuer les dépenses publiques!* » et de « *Il faut lutter contre les déficits et rendre compétitive l'économie!* ». Oui, la canaille est prévisible car elle n'est pas là pour penser et surprendre mais est grassement payée pour répéter en boucles les recettes éculées de l'ère Thatcher.

Et, bien entendu, pendant que l'on tirera à boulets rouges sur la dépense publique et sur les fonctionnaires, qui seront bientôt considérés comme de véritables dangers pour le pays, au

même titre que les terroristes (c'est déjà le cas des syndicalistes et des opposants politiques), on oubliera bien évidemment de mentionner qu'un journal comme *Ouest-France* capte chaque année des millions d'euros d'argent public. Comme le rappelle le site *Droit-finance.net*, *Ouest-France* a perçu, par exemple, en 2015, 4 094 071 euros d'aide à la presse! Et ses journalistes bénéficient (comme tous les journalistes) d'avantages fiscaux. Pour le seul hors-série consacré au Centre des Congrès, le journal *Ouest-France* vient de décrocher une subvention de 25 000 euros ⁶ de Rennes Métropole. Les appels à réduire les dépenses publiques seront prononcés dans un Centre des Congrès qui a déjà coûté plus de 100 millions d'euros aux contribuables, sans parler des 200 000 euros ⁷ de subventions qui viennent d'être alloués par Rennes Métropole au rayonnement de ce « grand projet inutile », palais des princes pharaonique et ruineux qui prend l'eau de toutes parts et nécessite toujours plus d'argent public pour être remis à flot, cela dans la plus grande discrétion (aucun article à ce jour n'a évoqué les dizaines de milliers d'euros dépensés cet automne pour remplacer les luminaires détruits par les infiltrations d'eau). Les mêmes qui multiplient les articles expliquant qu'il faut absolument faire des réformes et des économies (le sous-texte étant : sur le dos des fonctionnaires, des plus pauvres et des plus précaires) se gavent d'argent public en toute impunité. De tels tartuffes mériteraient d'être démasqués une bonne fois pour toutes. La presse soi-disant « libre » se vend au plus offrant et empoche le pactole. Mais il n'y a là rien de bien nouveau sous le soleil de l'arrivisme. Ceux qui dénoncent les archaïsmes d'une France bloquée par les conservatismes syndicaux suintent par tous les pores de leur peau la filouterie et les petits arrangements financiers entre amis.

Les journalistes...

Si on veut savoir qui sont ces experts en tout genre et ces éminentes personnes qui nous font l'honneur de venir place Sainte-Anne, il nous faudra aller voir sur Internet. Ouvrir les pages du journal *Ouest-France* ne nous apprendra pas grand-

chose. On aura droit, pour tout travail journalistique, à un papier hagiographique digne d'une rubrique nécrologique. Le même journaliste qui tire à boulets rouges sur ceux qui contestent le système, sera servile comme c'est pas permis face à ces représentants du pouvoir politique, économique et médiatique. On imagine déjà Stéphane Vernay, nommé récemment directeur de la rédaction parisienne de *Ouest-France*, faire courbettes et génuflexions face aux puissants d'aujourd'hui. Il n'a jamais assez de haine pour ceux d'en bas quand ils luttent, il n'a jamais assez de cirage pour cirer les pompes de ceux d'en haut. Ces derniers le considèrent sans aucun doute comme leur domestique, leur gentil toutou à qui on donne un sucre quand il a levé la patte au bon moment. Stéphane Vernay fait penser à ces chiens de cirque qui nous épatent par leurs prouesses techniques. C'est fou ce qu'on peut faire faire à un journaliste bien dressé! Parfois on se surprend à avoir envie d'applaudir. Puis, on réalise que nous ne sommes pas au cirque et que ces bestioles à stylos et cartes de presse sont autrement plus dangereuses que celles qui font le clown au spectacle. Il suffit d'avoir lu les articles de Samuel Nohra pendant un mouvement social, d'avoir découvert ainsi tout le fiel et la haine que peut déverser un journaliste aux ordres sur les militants contestataires et les syndicalistes combattifs, pour ne plus avoir envie de rire des prouesses de ces journalistes si bien dressés. Ils habituent les lecteurs à ce qu'on salisse les syndicalistes et les opposants politiques, à ce qu'on les traîne dans la boue et devant les tribunaux. Ils ont même fourni à l'occasion des pièces à l'accusation lors du procès des militants politiques rennais, en juin dernier. Ce qu'ils ont fait ce jour-là, ce n'est même pas du mauvais journalisme, c'est autre chose, un autre métier dont nous tairons le nom. Ils ouvrent la voie aux prochaines chasses à l'homme et aux sorcières, qu'ils soient rouges, noirs, fichés S. ou non. D'autres journalistes, en d'autres époques, ont préparé les esprits à la guerre, à l'obéissance aveugle, se sont spécialisés dans le bourrage de crâne, ont multiplié les fausses nouvelles et les bobards, se sont fait la courroie de transmission de la propagande gouverne-

mentale... Le philosophe Jacques Bouveresse, dans son livre sur Karl Kraus, rappelle que « *ceux qui se sont battus autrefois pour la liberté de la presse ne l'ont sûrement pas fait pour que des irresponsables puissent tromper et manipuler "librement" l'opinion publique sans avoir de comptes à rendre à qui que ce soit, et encore moins pour que des journalistes (...) puissent au nom d'un prétendu droit d'informer, qui est aussi un devoir, conquérir des avantages et satisfaire des appétits qui sont d'une espèce purement crapuleuse.* »⁸ Sont-ils seulement un peu conscients, ces Schmocks, de leur responsabilité dans ce qui se dessine à l'horizon et prend la forme de la mise à mort de nos libertés publiques dans un état d'urgence qui est devenu la norme de nos existences quotidiennes ?

Trois bonnes raisons de vivre ensemble...

On n'apprendra pas grand-chose en lisant, sous la plume de Yann-Armel Huet, l'article « *Trois bonnes raisons de... vivre ensemble en janvier* »⁹. Ce n'est pas un article, c'est un collier d'âneries. S'il y a une figure qui traverse les époques, c'est bien celle du journaliste au service du pouvoir, prêt à écrire n'importe quel mensonge, n'importe quelle bêtise, si ça peut servir les maîtres du moment. Il suffit de parcourir la presse institutionnelle rennaise pour lire les gribouillis de ces exécutés littéraires des basses besognes. Ils peuvent citer Soljenitsyne ou Sakharov si ça leur chante, ce ne sont que des valets du pouvoir et tout le contraire de dissidents. Ces plumitifs serviles sont toujours du côté des puissances économiques et politiques. Ils sont eux-mêmes une puissance médiatique. Pour s'en convaincre, il faut lire l'article cité plus haut. Le journaliste ne manque pas de cynisme et il écrit en parlant de la Bretagne et des Assises « citoyennes » qui vont avoir lieu à Rennes : « *On aime ici plus qu'ailleurs refaire le monde et changer la vie.* » Pourquoi n'a-t-il pas ajouté que ceux qui s'y essayent prennent le risque de finir en taule, comme les jeunes emprisonnés plusieurs mois suite à l'affaire Bagelstein¹⁰, ou de se faire crever un œil par un tir de LBD40 comme Jean-François, étudiant à Rennes 2, en avril 2016 ? Le journaliste

pourrait au moins prévenir ses lecteurs, si jamais quelques-uns le prenaient au sérieux et décidaient de venir « changer le monde » en Bretagne, qu'ils risqueraient de se retrouver nez à nez avec des CRS lourdement armés ou des agents de la BAC qui, pour le coup, ne ressemblent pas à des chiens de cirque, comme Stéphane Vernay, mais plutôt à des pitbulls déchaînés, sans muselière. Quand ils vous mordent, ces bêtes-là, ça fait mal et ça laisse des traces ! Même les artistes en résidence à la fac Pasteur, pendant le mouvement contre la loi Travail, ont eu le privilège de voir à quoi ça ressemble, un lâché de chiens enragés dans un vernissage d'art contemporain ¹¹. Avant de venir changer le monde à Rennes, renseignez-vous bien sur l'endroit où vous mettez les pieds ! Assurez-vous d'avoir une bonne mutuelle, car on a vite fait de se retrouver à l'hosto après une manifestation. Apprenez à reconnaître les bacqueux, ces voyous assermentés qui n'hésiteront pas à vous faire passer l'envie de changer le monde, en vous tabassant. Ces types-là font le sale boulot pour les politiciens qui font de beaux discours sur le « Vivre ensemble » et l'importance du lien social.

Du « vivre ensemble »...

« On peut ainsi prôner en toute impunité une politique de lien social à l'endroit même où la plèbe est physiquement, économiquement, politiquement évacuée pour que les classes intermédiaires puissent jouir en toute tranquillité des divertissements qu'on lui a concoctés.

Ainsi la boucle est bouclée. »

Laurent Cauwet ¹²

Ah ! le « Vivre ensemble »... Ah ! la déploration du lien social détruit... Ils n'ont plus que ça à la bouche ! Et le journaliste d'enfiler les perles : « *On ne peut pas faire autrement que vivre avec les autres.* » Et d'ajouter : « *Belle évidence* », pour ne pas dire : « *Platitude qui masque mal l'opération politique et idéologique.* » Car du lien social et du « Vivre ensemble », il y en a dans cette ville de Rennes, comme partout ailleurs. Il y en a dans les manifestations, dans les affrontements et les débors-

dements. Il y en a dans les assemblées générales et sur les piquets de grève. Les gens de toutes sortes y sont au coude-à-coude. Ils sont jeunes ou vieux. Ils sont chômeuses, précaires ou travailleuses. Ils sont employés, artistes, profs, étudiantes, lycéens ou techniciens... Ils bavardent et rient ensemble. Ils courent côte à côte et s'entraident dans la fumée des lacrymos. Ils s'engueulent aussi parce qu'ils ne sont pas d'accord sur tout, bien évidemment. Ce sont ceux-là même qui déplorent la destruction du lien social qui s'appliquent à réprimer ces moments de vie collective... Oui, il y avait du « lien social » entre les occupants de la Maison du peuple pendant le mouvement social du printemps 2016. Qu'a fait le pouvoir socialiste ? Il a envoyé le RAID pour déloger les occupants. Il a fait intervenir des forces antiterroristes, des hommes cagoulés et armés. Quand le pouvoir répète le mantra « *Vivre ensemble ! Vivre ensemble !* », un peu comme celui qui saute comme un cabri sur sa chaise en répétant « *L'Europe ! L'Europe !* », ce qu'il faut entendre, c'est : « *Cessez de vous opposer aux réformes libérales et soumettez-vous !* » Oui, du lien social et du « Vivre ensemble », il y en a à Rennes... Il y en a dans ces groupes en fusion qui se reconnaissent dans leur identification d'un ennemi commun, le temps d'une émeute, que celle-ci soit dirigée contre un projet de loi comme le CPE ou la bunkérisation du centre-ville un jour de manifestation. Il y a du lien social dans les soulèvements contre les puissants.

Mais ce lien social qui se fait contre les puissants, c'est-à-dire contre eux, ils le redoutent. Et dans un monde marqué par la mort de Dieu, aux églises désertées, ils ne peuvent plus compter sur la vieille religion catholique qui ne compte plus dans ses rangs que quelques reliquats du genre de la famille Hutin. De toute évidence, les élus et les décideurs ont misé sur la culture, à Rennes, pour créer le fameux lien social. La transformation de l'église du parc du Vieux Saint-Étienne, à deux pas du Centre des Congrès, en théâtre, en est un bel exemple. Le nouveau directeur du TNB, Arthur Nauzyciel a d'ailleurs placé sa première saison sous le signe de la déploration conve-

nue du lien social perdu et sous le titre : « *Nous sommes séparés* », formule inversée du « Vivre ensemble »¹³. Il appelle à résister au « populisme » et à la « tentation de l'enclos ». Bien évidemment, encore une fois, c'est le peuple qui est visé et accusé de tous les maux. À moins que la « tentation de l'enclos » ne soit celle de Nathalie Appéré et de ses sbires, qui rêvent le centre-ville en vaste enclos pour gentils consommateurs propres et dépolitisés ? À moins que l'enclos ne soit celui d'une sphère culturelle VIP séparée des luttes sociales, incapable d'imaginer une véritable esthétique de la résistance tant cette sphère doit montrer patte blanche face à ceux et celles qui ont sur les mains le sang de ceux qui résistent vraiment au rouleau-compresseur libéral ?

« *Nous sommes séparés* » vaut bien un « *vivre en intelligence* »... Reprendre tel quel le slogan de la ville de Rennes aurait rendu trop visibles sans doute les liens de dépendance et de sujétion. La fiction de l'indépendance, de l'autonomie et de la liberté de la sphère culturelle et artistique institutionnelle à l'égard de la sphère politicienne doit être entretenue aux yeux d'un grand public qui est de moins en moins dupe. L'arnaque de la « subversion-subventionnée » est de plus en plus évidente. Le lien social que peut créer la culture dans une ville où celle-ci est instrumentalisée de manière aussi cynique (venue de Caze-neuve aux Ateliers du Vent, Champs libres renommés pour faire la promotion de la LGV, le musée de Bretagne qui prépare une grande exposition en 2018 intitulée *La Fabrique de la ville*), ce lien social ne peut ressembler qu'à une chaîne de plus accrochée aux mollets. On ne sait plus très bien d'ailleurs qui, des forces de police ou des agents de la culture officielle, participent le plus efficacement aux processus de domination.

Le « Vivre ensemble » est le concept creux et pompeux sorti du chapeau de politiciens soumis aux exigences de la publicité et de la communication. Ce qui pourrait sembler n'être qu'un slogan débile est en réalité une opération politique visant à dissuader tout engagement partisan. Les promoteurs de ce slogan, les publicistes qui le diffusent partout, les journalistes qui le

citent dans leurs articles, les politiciens et les politiciennes qui semblent avoir trouvé là leur nouveau *credo*, sont bel et bien engagés au service d'un camp. Pas de doute là-dessus. Mais, un peu comme la « fin des idéologies » était un énoncé profondément idéologique utilisé par des vainqueurs qui clamaient ainsi que leurs ennemis étaient défaits pour toujours, le « Vivre ensemble » est le mot d'ordre de ceux qui veulent faire oublier cette loi du monde : le réel est divisé. L'histoire de notre monde est l'histoire de cette division. Elle est l'histoire d'un antagonisme. Ou pour le dire avec les mots du philosophe Héraclite : « *Le combat est le père de toutes choses.* » Ceux qui nous gouvernent le savent très bien et n'hésitent pas à utiliser tous les moyens pour mener ce combat : répression violente, assignations à résidence, interdictions de manifester, mutilations des manifestants, emprisonnement, militarisation des forces de police, etc. Le slogan « Vivre ensemble » a pour but de délégitimer par avance la violence dont pourraient faire preuve tous ceux qui ne comptent pas se soumettre... Le « Vivre ensemble » n'est qu'une nouvelle forme de cette union sacrée qui a pour but, comme toujours, de masquer la véritable conflictualité (sociale) et de détourner la colère vers d'autres cibles. Comme l'a dit Walter Benjamin : « *Derrière chaque fascisme, il y a une révolution avortée.* »

Ce que les gouvernants redoutent par-dessus tout, ce n'est pas le terrorisme. Bien au contraire, celui-ci leur permet de faire passer leurs lois scélérates, de promouvoir leurs technologies de surveillance et de mettre en place une société de contrôle de plus en plus perfectionnée. Le terrorisme est le choc qui produit la situation propice à l'acceptation par la population (encore un peu attachée aux libertés publiques) de technologies déjà prêtes et qui n'attendent que le moment opportun pour être imposées. Non, leur « Vivre ensemble » ne traduit pas une peur du terrorisme mais est hanté par un autre spectre. Et il suffit de lire les éditos de *Ouest-France* pour s'en convaincre et comprendre ce que craignent les puissants. Ce spectre, c'est celui du combat pour l'émancipation et pour l'égalité, quel que soit le nom qu'il prend. Ce qu'ils cherchent

à défendre, à préserver, ce n'est pas un monde sans terrorisme, ou alors ils s'y prendraient bien mal et ils devraient reconnaître leur échec, non, ce qu'ils défendent, c'est ce monde inégalitaire qui leur permet de jouir de leurs petits privilèges aristocratiques. Ce qui les obsède, c'est la menace de troubles sociaux, ce qui leur fait peur, c'est la perspective d'une remise en cause radicale de leurs positions. Ce symposium n'est qu'une tentative plus ou moins désespérée de conjurer ce qui ne manquera pas d'arriver... À moins que leur « *Meilleur des mondes* », dans lequel toute opposition politique a été définitivement liquidée, ne devienne une réalité.

1. Le Figaro.fr économie (26/04/2017)
2. *Marianne* (22/03/2017) : « *À la fin de la réunion, il s'est levé pour aller intimider physiquement le représentant de l'observatoire* », raconte un participant. Un autre témoin nous confirme l'altercation, encore étonné : « *C'était surprenant, dans ce type de réunion.* » Après l'avoir traité de « *voyou* », l'habitué des plateaux télé lance à Olivier Urrutia : « *Tu préfères une baffé ou une plainte ?* » La dispute se poursuit dans le couloir. Aux dires d'Urrutia, Reynié l'aurait plaqué contre le mur en le menaçant : « *Je vais te casser la gueule.* » En sortant de la place Beauvau, Olivier Urrutia est allé déposer une main courante au commissariat central du 1^{er} arrondissement de Paris. »
3. <http://www.acrimed.org/L-Ifrap-think-tank-ultra-liberal-a-l-aise-sur-France-2-et-ailleurs>
4. Perry Anderson, *La Pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Seuil, 2005.
5. Dans l'émission *Culture club* de février 2016.
6. Communauté d'Agglomération Rennes métropole (06/12/2017).
7. *Ouest-France*, 1^{er} décembre 2017.
8. Jacques Bouveresse, *Schmuck ou le triomphe du journalisme*, Seuil, 2001.
9. *Ouest-France*, « *Trois bonnes raisons de... vivre ensemble en janvier* », 2-3 décembre 2017.
10. Lors d'une manifestation contre la loi travail, 4 jeunes gens furent incarcérés à l'issue d'une altercation avec un commerçant liée à la communication existante de son enseigne.
11. *Les Inrockuptibles*, « *Quand des artistes racontent les violences policières subies par des manifestants pacifiques* », (01/06/2016).
12. *La Domestication de l'art*, La Fabrique (2017).
13. Théâtre national de Bretagne, « *Nous sommes séparés* » thème de la saison 2017/2018, *Le Parisien* (21/06/17). « *Le metteur en scène Arthur Nauzyciel, directeur du Théâtre national de Bretagne (TNB), a présenté à Rennes sa première saison 2017/2018 sur le thème "Nous sommes séparés", qui ambitionne de "réparer les divisions" fracturant la société. "Nous sommes séparés. On n'a jamais autant parlé de murs, de séparations, de divisions. Nous devons résister à la tentation de l'enclos", a lancé l'acteur, qui s'est dit ému jeudi soir de découvrir le public rennais devant lequel il n'a jamais joué. Il a exalté dans le choix des œuvres qui seront programmées à Rennes "la résistance au populisme", "l'élévation spirituelle" et "la construction européenne". "Chaque création tente de réparer les divisions", a-t-il assuré.* »



III.

**Couvent des Jacobins : totem de la
« reconquête » urbaine et de la « requalification »
générale de la ville de Rennes**





Couvent des Jacobins : quelques dates à retenir

*[Extraits de l'« Encyclopédie-poubelle de la Ville de Rennes »,
publiée en 2014 par les Éditions Cloaca.]*

[...] En l'an 1369 après le Christ, le Couvent des Jacobins, nommé également ancien Couvent de Bonne-Nouvelle, ou Couvent des Charniers Saint-Michel, est envahi par un peloton d'agents de la BAC et de chanoines de l'Abbaye Saint-Jacques de Montfort. Pour des raisons inconnues, ces derniers torturent et massacrent sauvagement les Frères Dominicains qui s'étaient installés à Rennes au début du ^{xiv}^e siècle. Pendant trois jours et trois nuits, les habitants du centre-ville peuvent entendre les gémissements des frères suppliciés qui agonisent dans le cloître, attachés par les pieds à d'immenses piloris, les entrailles à l'air, les yeux crevés, le sexe cousu dans la bouche, des croix gammées tailladées sur le torse, des matraques électriques shocker 800 000 volts plantées dans l'anus. Devant tant de barbarie, les édiles de Rennes décident d'abord de laisser faire ; jusqu'à ce que Mayor McCheese, à l'appel du duc Jean IV et de [...].

[VOL. XXI, P. 319]

[...] En 2013, pendant le grand chantier de fouilles du Couvent des Jacobins, les archéologues mettent à jour un petit

temple romain daté du III^e siècle. Gaëtan Le Cloire, le responsable scientifique du chantier, et Officer Big Mac, agent de sécurité à l'INRAP Bretagne, prétendent que cet édifice était dédié à Mercure *Alipes*, le dieu romain des Ivrognes, des Pieds-bots, des Pendus et des Exhibitionnistes. On sait pourtant que les statuettes de coq et de bouc exhumées à proximité des ruines du temple, au milieu des pies mortes, des déchets médicaux, des cadavres de contrôleurs du STAR et des croûtons de kouign-amann, étaient réservées principalement au culte de Mercure *Terminorum*, le dieu qu'on invoquait lors des insomnies, des avortements, des fermetures de bar, des attaques bactériologiques, des meetings du Front National, des hivers nucléaires, des ratonnades, des fraudes électorales et des épidémies d'encéphalopathie spongiforme bovine, et qui se nommait aussi Hermès *Psykhopompós* ou Norac *Prolipóρθios* ou Legendre *Megalêtôr*. On trouve une étonnante représentation de cette divinité sur le tableau de [...].

[VOL. XVII, P. 408-409]

[...] En février 2049, trente ans après l'incendie prétendument criminel qui ravagea le Centre des Congrès d'affaires, deux lycéennes de 16 et 17 ans pénètrent par effraction sur le site du Couvent des Jacobins. Elles escaladent les hauts murs de béton qui avaient été élevés rue d'Échange, afin de protéger les congressistes des mendiants et des militants anarcho-autonomes, et dont le sommet était couvert de tessons de bouteilles de bière, de clous rouillés, de détecteurs électroniques, de couronnes d'épines du Christ et de guirlandes de fil barbelé concertina. Dans l'enceinte de la cour, envahie par les déchets, les orties et les ronces, elles tombent sur les squelettes tout desséchés de trois vigiles de la société ARKA Sécurité. Ceux-ci n'ont pas eu la chance de pouvoir s'extraire de là, trois décennies plus tôt, et ils se sont fait sévèrement chatouiller par les flammes. Les autorités ayant mystérieusement décidé, à l'époque, de garder les lieux sous scellés, pour

faciliter le travail des enquêteurs de la police scientifique et des chercheurs américains de la *body farm* d'Alcoa Highway (Knoxville), on a laissé leurs corps pourrir là, sur place, pendant plusieurs semaines. On pouvait suivre l'avancée de leur décomposition rien qu'à l'odeur, quand on prenait un verre à la terrasse du Ty Anna Resort. Et puis la Ville de Rennes a fait faillite, et la grande Crise de 2020 a frappé le pays. Un peu plus loin, elles tombent sur les engins de chantier de la société Sogea Bretagne, entièrement désossés et recouverts d'une épaisse croûte de cendres. Au milieu du jardin du cloître se tient une imposante statue de bronze. Elle fait plusieurs mètres de haut. Elle est de forme humanoïde, mais elles ne distinguent pas bien son visage, à demi fondu par la fournaise de 2019. Il pourrait s'agir d'André Markowicz, de Dominic Sonic ou d'Alain Coquart, ou encore du patron de ce bistrot dégueulasse qui se tenait autrefois à l'angle de la rue d'Échange et de la rue de Dinan. Les filles s'approchent lentement et elles comprennent maintenant pourquoi le Centre des Congrès avait été sécurisé comme un bunker présidentiel, pendant ses trois années d'activité, et pourquoi la zone avait été immédiatement militarisée, après le grand incendie. Autour de l'idole de métal, elles découvrent en effet des milliers de cadavres momifiés, à demi enterrés dans les débris et la poussière. Elles se retiennent de crier. Ils paraissent à peine humains. Ils sont tous atteints d'anencéphalie, d'éléphantiasis, de nanisme, d'hypertrichose ou du syndrome de Protée. Elles se croient perdues dans un Musée Grévin des horreurs, avec ces corps monstrueux à la Joseph Merrick et ces visages difformes à la Hubert Chardonnet, le jour où il s'était fait éclater la tête à coups de pavé par un habitué du Barantic, ou à la Nicolas Legendre, après l'attentat qui pulvérisa les locaux de *Ouest-Mensuel*. Ils ont tous été marqués au fer rouge d'un trèfle radioactif ou d'un triskell, le plus souvent en plein sur le front, parfois sur la joue, sur le pénis ou sur le revers de la langue. Malgré le sentiment de révolusion qui les secoue, elles continuent leur exploration, elles filment tous les détails de la scène avec leurs tablettes, fières déjà à l'idée de lancer ces images le

lendemain sur les réseaux sociaux. Et puis elles aperçoivent une silhouette dont le corps à moitié nu semble animé de légères convulsions, comme s'il tremblait de froid, allongé comme ça dehors en plein hiver. Elles s'approchent lentement. C'est alors qu'elles entendent un étrange bruit de succion dans leur dos, comme si on venait de tirer la chasse d'eau d'un WC turc. Elles se retournent et aperçoivent soudain le visage de Marc Hervé, surplombé d'un bob Veolia Psychiatrie, qui se jette sur [...].

[VOL. VI, P. 292]





Découd- vite contre coud-vents

[Le futur Centre des Congrès de Sainte-Anne est un coud-vents, en ce qu'il fait partie de l'offensive urbanistique qui vient fixer le tumulte, immobiliser les agitations propres à la ville, et vient minutieusement régler le courant continu et régulier des flux marchands. Ces vers furent déclamés lors de la mobilisation rennaise de la journée du 16 novembre 2017, comme une passerelle tendue entre la politique nationale de Macron, et la politique municipale d'Appéré.]

Vous qui êtes ici aujourd'hui réunis,
Avez-vous remarqué cette tour argentée
Assaillant le ciel gris, première d'une armée,
À la fois méprisée, applaudie et honnie ?

Sur la place Sainte-Anne elle a pris ses quartiers,
L'âme presque vaincue de la ville à ses pieds.
Elle a les bras tendus et clame sa victoire,
Mais il est un peu tôt. Entendez cette histoire :

Au XIX^e siècle, les Dominicains,
À l'époque autrement appelés « Jacobins »,

Se font construire ici par Jean le quatrième
Un couvent pour prier, célébrer les baptêmes.

Ce fut aussi, bien sûr, pour les nobles rennais,
Un endroit de repos de toute éternité.
Mais pour seules six cents années ceci fut vrai,
Car en deux mille quatorze la terre a tremblé.

Des pelles mécaniques, des grues, des camions
Ont déterré et mis à nu les fondations,
Qu'une forêt de pieux mit en lévitation,
La marque d'un orgueil de civilisation.

Et cette agitation, tout ce remue-ménage
Avait un objectif, une destination :
Celle de transformer, par sa rénovation,
Un couvent délaissé en pur produit de l'âge.

Un Centre des congrès, donc, tel fut le projet.
Rutilant, onéreux, au cœur même de la ville,
Un instrument aux mains des esprits les plus vils,
À la soif de banquiers, à l'appétit goret.

Je vous conte cela sans rien vous dire d'autre
Mais c'est là une erreur, vous m'en voyez confus,
Car cet ancien couvent, tout de verre vêtu,
De la misère humaine s'est fait un apôtre.

Il est le fer de lance du grand capital,
Ou tout du moins l'est-il de son œuvre actuelle
Qui déjà transforme en avenues nos ruelles
Et a fait de nos places de vastes étals.

Le commerce, la peine, le travail, bien sûr,
La douleur, la misère, et la fatigue en plus,
Les malheurs qui s'emboîtent tels des poupées russes
En sont déjà la rêche substance et texture.

Il trône là, grand, fier, les passants le regardent
Mais que disent ceux qui dorment à côté?
Qu'il est beau, et qu'il fait le sommeil apaisé?
Non. Non ils se disent plutôt: « il me tarde ».

« Il me tarde qu'un jour, aujourd'hui ou demain,
Une foule déchire d'un coup, et d'un seul,
Ce tissu urbain neuf qui fait notre linceul
Et que je veux sentir brûler dedans ma main. »

Car le maillage est fin, de plus en plus serré,
Là on refait la gare, pour le flux des affaires,
Là un hôtel de luxe a éventré la terre.
Oui le maillage est fin, fin pour nous étouffer.

Qu'on s'éloigne du centre, nous les pauvres gens,
Nous à qui jamais ne saurait seoir le col blanc.
Infernale sera la vie qui nous attend,
Qu'on s'éloigne, qu'on parte, au mieux les pieds devant.

C'est cela qu'il nous dit, d'un arrogant « fuyez! ».
C'est cela qu'il nous dit: « eh! du balai, du vent!
Vous ne valez guère plus qu'un bon revers de gant! »
C'est cela qu'il nous dit, ce couvent rénové.

Alors n'attendez plus, guettez ses soubresauts,
Qu'à chacun de ses bals la fête soit gâchée.
Car nous ne voulons pas d'une ville entraînée
Par les danseurs macabres jusqu'à leur tombeau.



Destination Bling-bling

Quand la Ville de
Rennes pète plus
haut que son cul

[Texte édité par la section rennaise de l'Institut de démobilisation en novembre 2013 (révision décembre 2017).]

Urbs rhedonum resurgens, incendenda.

1.

Dans la foulée de la réalisation de leur très dispensable Centre des Congrès d'affaires en lieu et place du Couvent des Jacobins, les élus de la Ville de Rennes envisagent de relooker la place Sainte-Anne de pied en cap – mais alors ce qui s'appelle relooker! En effet, ce Centre des Congrès à plus de 107 millions d'euros ne sera finalement qu'« *un point de départ pour la requalification générale de cet espace public majeur* », comme l'explique le gentil Frédéric Bourcier, adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement ¹. En l'occurrence, il s'agit encore une fois d'y faire un grand trou, pour laisser passer la ligne B du métro (mise en service estimée: 2019), et puis de tout reconstruire à neuf, dans un souci de développement et de modernisation.

Décidément, décidément, on ne regarde pas à la dépense à la Ville de Rennes, ce nouveau projet pharaonique venant s'ajouter à une longue liste de travaux coûteux et superflus, censés préserver pourtant la métropole bretonne de la débâcle

économique ambiante! Avouons qu'il y a là de quoi nourrir l'incompréhension des Rennais. Comme le disait Madame Lechenu, esthéticienne rue du Maréchal Joffre: « *C'est pas en jetant l'argent par la fenêtre de derrière qu'on le fait entrer par celle de devant.* » Ou comme le disait encore monsieur Bouteille, technicien de surface dans le quartier Nord Saint-Martin: « *Une pyramide c'est comme un tas de cailloux, ça n'a jamais nourri un seul Égyptien!* » Quand les uns doivent se serrer la ceinture, c'est souvent pour que les autres puissent se gaver davantage. Et le moment est venu peut-être de se demander ce que ça cache, cette politique rennaise de grands travaux dispendieux, quand même bien indécente en ces temps douloureux d'austérité et de récession planétaires.

2.

Il faut arrêter de penser que l'économie est une science ésotérique aux lois impénétrables. L'économie en vérité c'est très simple à comprendre, c'est à la portée du premier clampin venu — pas besoin de s'être frotté les parties génitales des années durant sur les bancs poisseux de l'ESC Rennes School of Business.

Dans un contexte général de crise et de banqueroute publique, mais aussi bien dans un contexte de décentralisation et de désinvestissement généralisé de l'État, les collectivités territoriales sont bien obligées, pour survivre, de se poser la question de savoir comment elles vont pouvoir trouver du fric *par elles-mêmes*. Et comme les temps sont difficiles, comme les capitaux s'envolent massivement vers les sociétés *offshore* et les paradis fiscaux, toutes les idées sont les bienvenues pour essayer de sauver la baraque — même les plus improbables, même les plus grotesques.

Justement, c'est le « tourisme » que les élus rennais nous présentent aujourd'hui comme la dernière recette miracle pour préserver la capitale bretonne de la faillite municipale; car on aurait découvert que le « tourisme urbain » était éco-

nomiquement porteur ²! Et autant dire que quand on en est arrivé là, à battre le rappel des campeurs et des vacanciers pour remplir les caisses des collectivités locales, c'est qu'il n'y a quand même plus beaucoup d'espoir, et donc que la fin est proche. Comme si les ventes de tonges Havaianas et de tentes Quechua 2 secondes allaient pouvoir rétablir la balance commerciale et chasser le spectre de la croissance négative! Du reste, les élus breilliens[®] font ce qu'ils peuvent, c'est-à-dire qu'ils font ce qui se fait partout ailleurs, ils font comme tout le monde, ils font ce qu'on leur dit de faire (et on serait curieux de savoir qui sont ces conseillers de l'ombre, qui brandent la même poudre de perlimpinpin à tous les responsables politiques en poste), ce que *le marché* leur dit de faire. Et si ce dernier est clair sur un point, c'est que tous les touristes n'ont pas exactement le même poids, sur la délicate balance de la relance budgétaire.

Longtemps, ce sont les politiques d'incitation au travail qu'on nous a vendues comme remède à la crise économique – c'est-à-dire la réquisition maximale de la main-d'œuvre disponible, pour booster la productivité et créer toujours plus de richesses. Or il est quand même assez vite apparu que ça ne marchait pas, que ça ne pourrait pas marcher ; parce que de toute façon du travail ça commence à faire un moment qu'il n'y en a plus, et il y aura long avant que les fleurons de l'industrie locale à la PSA arrêtent de délocaliser à tout va vers l'Asie du sud-est, et les grandes surfaces à la Virgin d'accélérer les compressions de personnel ou les dépôts de bilan. Du reste, à l'heure qu'il est, plus personne ne pense sérieusement aujourd'hui à « créer de l'emploi » ou à « lutter contre le chômage » – à ce jeu-là Pôle-emploi a jeté l'éponge bien avant les autres.

Dans ces conditions, quand la plupart de vos administrés sont sur la paille, vous pouvez encore, pour faire rentrer un peu d'argent dans les caisses publiques, racoler les administrés de la ville ou de la région d'à côté, afin qu'ils viennent claquer leurs allocations chômage chez vous plutôt que chez eux – ou plutôt que chez le voisin ! Mais soyons honnêtes, si

vous voulez faire de l'argent, et si vous voulez en faire vite, et beaucoup, autant aller le chercher tout de suite là où il est, autant le prendre tout de suite à ceux qui en ont, c'est-à-dire autant courtoiser directement les nouveaux riches et les consommateurs *upper class* – ceux pour qui le mot « vacances » rime quand même davantage avec Cicé-Blossac Golf Resort et Lecoq Gadby qu'avec Ibis budget et Décathlon. Tourisme peut-être, mais tourisme « d'affaire », tourisme « professionnel ³ » ; mieux que ça encore : tourisme *de luxe*.

Et cela pose un problème de taille, sur lequel les élus et les décideurs locaux, avec leur petite intelligence à court terme, n'ont peut-être pas suffisamment pris la peine de méditer. En effet, la chasse aux nababs étant devenue une activité fortement concurrentielle, et à l'échelle de la planète entière — ceux-ci ayant constamment la bougeotte, et sautant compulsivement d'une station balnéaire BCBG à l'autre, virevoltant d'une grande table étoilée à l'autre —, chaque collectivité territoriale, chaque « bassin de fréquentation » va devoir développer des stratégies marketing toujours plus féroces, toujours plus alambiquées aussi, pour essayer d'attirer leurs faveurs, c'est-à-dire jouer des coudes pour passer devant tous les autres — et peut-être empocher le pactole ⁴!

3.

Or, *a priori*, Rennes n'était quand même pas la mieux lotie pour briguer le podium des villes à forte valeur touristique ajoutée. Il y avait bien quelques maisons à colombages dans le centre historique, mais elles se sont écroulées l'année dernière — une autre, c'est ballot, la plus jolie, a malencontreusement brûlé un soir de Fête de la musique ; il y avait bien le jardin du Thabor, mais les jardiniers empêchent aujourd'hui les promeneurs de jouer au ballon sur les pelouses ou de s'asseoir pour boire un verre de rosé au soleil ; il y avait bien une sorte de rivière, mais quelqu'un l'a recouverte de béton et de bitume un jour, il y a longtemps, et plus personne ne sait pourquoi ;

il y avait bien un musée avec des tableaux, sur les quais, mais les derniers chapardeurs qui sont passés par là n'ont laissé que les croûtes ; il y avait bien la cathédrale Saint-Pierre, mais elle va être modernisée et réaménagée en restaurant thaïlandais, pour faire venir les bobos et les étudiants, qui s'en fichent éperdument des messes du dimanche ; il y avait bien une magnifique inscription publicitaire pour Dubonnet et Ripolin, place Sainte-Anne, mais il faut savoir ce qu'on veut : des ouvrages d'art du futur ou des décombres du passé. Et s'il y a peut-être deux ou trois curiosités encore, il faut avouer que ça fait un peu léger, comparé aux remparts et au Fort National de la cité corsaire, comparé à la baie du Mont Saint-Michel, comparé aux falaises de la presqu'île de Quiberon ou même au Futuroscope de Poitiers, avec sa féerie nocturne, sa gyrotour et ses écrans IMAX 3D.

Du reste, ce n'est pas nous qui le disons ; ça fait des lustres qu'on ricane et qu'on se fait des clins d'œil, en faisant le portrait de Rennes aux gens de passage. Voici, en effet, un petit condensé de ce qu'en disaient les premiers guides de voyage, au XIX^e siècle : « *La ville basse est mal pavée et les rues sont mal-propres [...] et peu nombreux les monuments remarquables* ⁵ » ; « *[Rennes] présente bien l'aspect d'une grande ville moins le mouvement, moins le bruit, moins la vie...* ⁶ » ; « *il n'y a aucune vie ni mouvement à Rennes et il n'y a absolument rien qui vaille d'être vu* ⁷ » ; « *la ville de France la plus morne de même qu'elle est presque la plus laide* ⁸ » ; « *l'ensemble de la ville a on ne sait quoi de morne et d'attristant qui n'échappe pas à l'attention des voyageurs* ⁹ » ; « *[ses] maisons rivalisant de vétusté, de laideur et d'irrégularité avec les plus vieilles, les plus irrégulières et les plus laides maisons de Vitré* ¹⁰ » ; « *Rennes semble un Avignon sans monument et sans soleil* ¹¹ » ; « *bien peu sont partis de cette ville avec l'envie d'y retourner* ¹² ».

C'est dire le boulot qui attend nos stratèges touristiques locaux. Mais loin de les arrêter, voilà qui semble au contraire exciter leurs petites ambitions compétitives, et stimuler leurs petits esprits innovants, prêts à vous disneylandiser la ville aux frais du contribuable, non sans nous bercer de discours

humanistes et écolos, pour nous faire avaler gentiment la pilule – car il est vrai que déjà les municipales approchent. D'autant que le club des boutiquiers locaux les pousse fortement au cul : « *Tous les acteurs du territoire doivent se mobiliser pour adopter une vraie stratégie de conquête et faire de Rennes une destination touristique à part entière* ¹³. » Dont acte.

Première étape : créer la structure juridique qui portera l'avenir économico-touristique de la ville sur ses épaules. C'est toute l'ambition de la Société Publique Locale (SPL) créée pour l'occasion en 2013. Sylvie Robert : « *Cette SPL porte un nom : Destination Rennes. Parce qu'elle n'aura pas seulement pour mission de promouvoir le centre de congrès, mais de vendre la destination Rennes – porte de Bretagne, avec tout ce que cela comporte* ¹⁴. » Pour Honoré Puil, vice-président de Rennes Métropole délégué au tourisme, cette SPL, qui aura pour mission de gérer aussi bien l'Office du tourisme que le Centre des Congrès d'affaires de la place Sainte-Anne, sera le « bras armé » de la nouvelle stratégie de développement touristique de Rennes Métropole ¹⁵. Autant dire que la chasse au vacancier cinq étoiles est ouverte.

Et on voit bien comment ils ont commencé à nous torcher ça, avec cette agence de marketing touristique sortie de nulle part, comment ils créent de toutes pièces leurs petits produits touristiques d'affaires « packagés » à la mode rennaise, et offrent à la ville une nouvelle identité bien *bankable*, une nouvelle identité certifiée Qualité Tourisme™ ¹⁶. Aussi bien ce n'est pas si difficile. Un peu de roi Arthur par ici, un peu de festivités culturelles par là, un peu de nouvelles technologies ambiance « *réalité augmentée* ¹⁷ », des *flagships* et des *pop up shops*, une petite balade gourmande en Segway au marché des Lices, un festival de la gastronomie avec le grand chef Olivier Bellin (#FGRennes), un Palais des congrès avec sa tour lumineuse tendue vers le ciel comme un phallus, des couleurs chatoyantes sur les façades de la place du Parlement (#RDV-Parlement), des suites présidentielles dans des hôtels de luxe, un soupçon de vie alternative, et voilà ! vous l'avez votre destination rennaise, vous l'avez votre destination de choix pour

les touristes de choix qui ne savent plus où aller dépenser leurs liasses de billets multicolores ! Et tant pis s'il faut envahir la moitié du centre-ville pendant dix ans avec des grues et des engins de chantier ; tant pis s'il faut mutiler la place Sainte-Anne et la place Saint-Germain ; tant pis s'il faut dégager à coups de tonfa les désœuvrés et les fêtards, qui pourront bien aller crier leur mal de vivre au fond de la forêt de Liffré ; tant pis s'il faut abîmer l'église Saint-Aubin, ce grand cube inutile qui prend toute la place ; tant pis s'il faut remercier les bouquinistes et les envoyer se faire voir place Hoche ; tant pis s'il faut faire grimper encore la taxe d'habitation, pour que les Parigots se croient dans le Marais ou dans le quartier latin ; tant pis s'il faut remplacer les petits bistrots par des Starbucks Coffee et des McDonald's d'abord, et par des instituts Lancôme et des épiceries Hédiard ensuite ; tant pis s'il faut euthanasier les chiens des punks, les envoyer chez le taxidermiste et les exhiber comme des scalps sur les dernières caméras de « vidéo-protection » ; tant pis ou plutôt tant mieux, puisqu'on va se faire un maximum de pognon, au bout du compte !

Au regard de ces projets pharaoniques douteux, que les élus essaient pourtant de vendre à leurs administrés la bouche en cœur, il faut comprendre que l'urbanisme des temps présents pense d'abord la ville *pour ceux qui pourraient y venir*, plutôt que *pour ceux qui y vivent* ; pour ceux qu'on préférerait y voir, plutôt que pour ceux qu'on y voit réellement, c'est-à-dire pour les paquets de *losers* qui sont là depuis un petit moment déjà, et qui aimeraient bien y rester un peu encore – même s'ils devront supporter le bruit des bulldozers et des marteaux-piqueurs pendant plusieurs années encore, s'ils veulent continuer à boire des cafés à la terrasse du Ty Anna ou du Petit bar.

Et si ça ne suffit pas, on développera des projets encore plus absurdes, encore plus délirants – attendu que « l'offre crée le besoin, dans ce créneau de marché ¹⁸ ». On mettra de l'anglais partout, pour se donner des airs *fashion*. On proposera des *City Pass*, on se lancera dans le *community management*, on s'inscrira sur le *Global Greeter Network*, on travaillera

l'« offre numérique » en ouvrant des comptes Facebook et Twitter (#Rennes), on louera la Halle Martenot à prix d'or aux privilégiés, pour qu'ils organisent leurs grands cocktails privés ou leurs petites sauteries d'entreprise, on ajoutera partout les mots « prestigieux », « de qualité », « très raffiné », « de grand standing », « tendance », « d'excellence », et même on construira des collines de verdure et d'acier au beau milieu de la cité, pour qu'elle ressemble un peu plus encore à la Ville Éternelle .

Et de toute façon il faudra bien ça pour se démarquer des autres communes, des autres métropoles (et notamment de Nantes, concurrente à abattre) et des autres régions, qui mettent aussi les bouchées doubles pour prendre la tête de la battue générale, et attraper les capitaux volants dans leurs grands filets à touristes première classe.

Un seul impératif, dans cette matière : ne pas craindre le ridicule. Et là-dessus, il semblerait que les élus rennais aient le moral à toute épreuve. Ainsi, le même Frédéric Boursier, avec son grand front et ses petites lunettes, a eu une idée de génie pour préserver Rennes de la gabegie financière. Il faudrait selon lui « *développer un schéma d'aménagement lumière* » et offrir à la ville une « *identité nocturne, valorisante et attractive* ». En effet : « *Il y a un paysage nocturne à inventer dans cette ville* ¹⁹. » Mais oui, c'est ça ! C'est exactement ça dont les Rennais ont besoin ! Quoi de mieux pour faire remonter le moral des ménages de Maurepas et du quartier Sainte-Thérèse que de « *créer des saynètes interactives (qui s'allument quand quelqu'un passe) le long de rivières [...], de moduler l'éclairage des parcs et jardins au rythme du passage des promeneurs ou des joggeurs et d'illuminer des fragments d'édifices religieux via des images virtuelles (les "illuminations 2.0")* » ? Quand les Rennais n'ont plus un radis pour s'acheter un polo à Carrefour Alma ou pour raccommo­der leurs paires de chaussettes, la moindre des choses, de la part d'un adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement, n'est-ce pas de se démen­er pour « *habiller leurs logements de lumières* » ?

Et dans ces conditions, autant dire que tout est possible. Pourquoi les touristes BCBG iraient-ils encore passer leurs vacances au Grand Hôtel de Courtoisville ou à l'auberge des Glazicks à Plomodiern, si les prairies Saint-Martin sont réaménagées en un grand « Parc naturel urbain » avec sa « butte de jeu », sa « friche déambulation », son « jardin caché », « son parvis ludique », ses « salons de lecture » et son « salon sieste », son « île mellifère », son « belvédère paysager », sa « couronne jardinée » et son « plateau sportif » ? Pourquoi les touristes « Relais et châteaux » iraient-ils encore passer leurs vacances au Carnac Thalasso & Spa Resort Hôtel ou à la Villa Tri Men de Combrit, si l'ancien siège de la Banque populaire de l'Ouest (BPO) héberge dès 2019 un complexe hôtelier cinq étoiles de 118 chambres, avec un espace spa et fitness, une salle de séminaire et un rooftop au dernier étage avec terrasse panoramique à quinze mètres de hauteur ?

« *En qualité de capitale bretonne, Rennes peut-elle jouer ce rôle de pôle d'attractivité, profitable à un territoire plus large ? dispose-t-elle des atouts nécessaires à un rayonnement national voire international dans un contexte concurrentiel tendu* ²⁰ ? » Mais de toute évidence, puisque l'équipage municipal semble disposer de toutes les accréditations requises pour transformer une ville de province insolente et rebelle, jadis bastion du rock et des musiques alternatives, en dernière destination hype pour les élites de la jet-set !

4.

Et tout cela tient à peu de chose. Il faut simplement produire du désir *chez ceux qui ont de l'argent*, c'est-à-dire qu'il faut leur envoyer des signaux, et des signaux forts ; il faut leur montrer qu'on les attend, qu'ils seront ici comme à la maison, ou plutôt comme au château ; en tout cas qu'on leur déroulera partout le tapis rouge, qu'on leur fera toutes les révérences et toutes les courbettes qu'ils voudront, qu'on les bichonnera

comme des stars du showbiz, s'ils acceptent seulement d'alléger leurs comptes en Suisse de quelques bons du trésor.

Et c'est la mission d'intérêt général d'un genre nouveau qu'endossent aujourd'hui les équipes municipales, départementales et régionales, toutes couleurs politiques confondues : rabattre le consommateur *business class*, racoler le millionnaire, faire la retape aux vieilles bourgeoises et aux derniers parvenus du monde de la finance, parce que de toute façon il n'y a pas d'autre moyen pour faire rentrer un peu d'argent dans les caisses publiques – en prenant soin d'appeler ça « rayonnement » ou « attractivité », pour faire croire aux habitants que tout le monde y gagne ! En somme, derrière leur stratégie touristique à la mords-moi-le-nœud, les élus de la Ville de Rennes ne font que dissimuler la stratégie économique de la dernière chance, adoptée à la sauvette par les prochains candidats à la faillite annoncée, c'est-à-dire à peu près par tout le monde, et qui se résume à l'hypothèse suivante : mendier un peu d'argent à ceux qu'une crise n'a jamais empêché de rouler sur l'or !

Et rien d'un retour aux vieux préceptes socialistes de grand-papa et grand-maman. Il ne s'agit pas de prendre dans les poches des riches pour mettre dans celles des pauvres, par exemple en taxant les revenus du capital. Non, il s'agit au contraire de dépenser le peu qui reste dans les caisses pour lustrer la ville en grand, pour la recouvrir d'ors et de marbre, pour la transformer en Palais-Royal du XXI^e siècle, et puis d'attendre, le petit doigt en l'air – attendre que les clientèles touristiques « prestige » daignent se rendre dans cette nouvelle ville *distinction Palace* .

Et c'est là tout le paradoxe de cette stratégie douteuse, qui fait pourtant l'unanimité chez les décideurs publics et les stratégies économiques municipaux. Car le seul moyen d'attirer l'attention des riches, le seul moyen de les séduire, c'est de leur montrer qu'on fait comme eux, qu'on ne regarde pas à la dépense. D'où ces grands chantiers rennais passés, présents et futurs : FRAC, nouveaux quartiers HQE, Centre des congrès d'affaires, LGV, hôtels de luxe, Eurorennes, Centre culinaire contemporain labellisé « La Novosphère », pôles d'échange multimodaux, immeuble Jean Nouvel, ensemble haut de

gamme la Descente de Plélan, etc. D'où ces efforts répétés pour se ruiner avec ostentation, un grand sourire de connivence aux lèvres. Car il s'agit d'envoyer un message – et un message fort – à destination des classes les moins modestes. « *Regardez un peu par ici! Nous savons aussi jeter les billets par les fenêtres, quand l'occasion se présente, et dépenser des fortunes pour le plaisir d'entendre le bruit des chaînes en or qui s'entrechoquent! De l'argent? Nous aussi nous en avons à ne plus savoir quoi en foutre!* »

Et à cela les Rennais n'ont pas grand-chose à dire, non pas tant parce qu'ils auraient voté pour cette jolie majorité, qu'en des temps pas si lointains on aurait qualifiée « de droite », mais parce que la relocalisation de l'économie sur le secteur du luxe apparaît aujourd'hui comme une directive nationale. En vérité il n'y a plus que ça qui marche, ça et les armes – alors il faut bien choisir son camp! C'est le seul marché qui reste épargné par la crise, et même qui continue de croître dans des proportions délirantes. « *Le marché mondial du luxe reste épargné par la crise avec une hausse prévue de 4 à 5 % du chiffre d'affaires du secteur en 2013 après une croissance de 10 % l'an passé, a annoncé jeudi l'observatoire Altgamma, sur la base d'une étude de la firme Bain and Company*²¹. » Or dans ce secteur, cocorico! la France est loin devant le peloton de tête. En 2005, les entreprises de luxe de l'Hexagone cumulaient, à elles seules, 36 % du chiffre d'affaires mondial du secteur du luxe. Comme le disait judicieusement l'animateur télé Axel de Tarlé: « *Le luxe, c'est notre filon*²². » Or ce qui vaut pour le tout ne doit-il pas valoir aussi pour la partie? Ce qui marche à l'échelon national ne doit-il pas marcher aussi à l'échelon local? C'est en tout cas le pari hasardeux des collectivités locales, qui se sont engouffrées dans la brèche, et font de leur mieux aujourd'hui pour tirer un peu de profit de ce « chic à la française » qui fait rêver les grandes fortunes de toute la planète – et se donner des faux airs de XVI^e arrondissement de Paris, où convergent tous ceux qui continuent, en ces temps de vache maigre planétaire, de mener une vie de château (Latour).

5.

Mais loin d'atténuer les effets de la « crise » (et rappelons que c'est toujours la ruine des uns qui fait la prospérité des autres), on a du mal à voir comment ce genre de stratégie douteuse, dont on a du mal à dire si elle est seulement stupide ou carrément malhonnête, pourra empêcher de les accentuer encore. En vérité, même à rester sur le plan de la stricte logique économique (nous n'irons pas plus loin que ça ici), il s'agit d'un très mauvais calcul, qui dit soit le complet amateurisme des membres de notre belle clique municipale, ce qui serait déjà bien fâcheux, soit leur complète hypocrisie, ce qui serait plus fâcheux encore.

D'abord parce que ça nous a déjà coûté, et que ça va nous coûter encore un paquet de fric, mais alors un de ces paquets! de « requalifier » la ville de fond en comble pour en faire un havre de paix *sine macula*, dans un esprit royal très raffiné, pour les touristes CSP+ et les investisseurs privés – et les membres de l'opposition droite, pourtant disposés *a priori* à saluer ce genre de projets, ne se privent pas pour le faire remarquer. Aussi bien, « *l'intendance suivra* », comme disait le Général! Hormis qu'en contexte de décentralisation avancée, ce ne sont plus les caisses de l'État qui assurent l'intendance, mais les poches des administrés! Et au vu des sommes faramineuses qui vont aller se perdre dans ce grand gloubi-boulga touristique, il s'agit d'un pari sur l'avenir franchement aventureux; car en ces matières économiques, on sait que le futur n'est rien moins qu'incertain.

Aussi bien, vu la concurrence acharnée qu'on se livre dans ce secteur, que ce soit à l'échelle régionale, nationale ou internationale, la nécessité d'investir à tout prix, et donc de s'endetter pour les siècles à venir, simplement pour rester dans la course, et si possible marcher quelques pas devant les autres, paraît de toute façon bien compromise – sinon perdue d'avance. Parce qu'il faut voir avec quels genres de destinations la Ville de Rennes va devoir entrer en compétition, pour

se positionner durablement sur le marché convoité de la consommation de grand appareil. Tant qu'il s'agit de faire la nique à Châteauneuf-du-Faou (« *Cité Finistère* ») ou à Plo-néour-Lanvern (« *Carrefour du pays bigouden* »), pas de souci ; tant qu'il s'agit de concurrencer le Lot-et-Garonne (« *Destination Sourire!* ») ou la région Midi-Pyrénées (« *L'action en vrai* »), passe encore ! Mais Vitré entre déjà dans la danse, avec la construction de son premier hôtel haut de gamme, le Magic (ouverture espérée septembre 2018), et puis Nantes justement, qui n'en finit plus d'agiter les mêmes ficelles élimées pour chiper leurs visiteurs huppés à toutes ses rivales – et Bordeaux où, effet LGV oblige, on apprend aujourd'hui que le tourisme est « au top ».

Sans compter qu'un tout petit peu plus loin, à portée de jet privé, il y a La Mamounia de Marrakech, il y a le St. Regis Bora Bora Resort, il y a l'Alvear Palace Hotel de Buenos Aires ou le Waldorf Astoria de Park Avenue, en plein cœur de Manhattan. Alors autant dire qu'il va falloir mettre les petits plats dans les grands, pour les traîner jusqu'aux futurs palaces du quartier de la gare et de la place des Lices, qui se débarrasseront difficilement de leurs relents de campagne bretonne ! Madame Lechenu encore : « *Autant demander à Stéphanie de Monaco d'aller dormir avec les poules.* » Et de toute façon il faudra que les élus rennais soufflent bien forts dans leurs petits appeaux à touristes de luxe, parce que c'est avec des fanfares entières que les autres les rabattent.

En vérité, cela a tout d'une grande fuite en avant, où les dépenses seront toujours en excès sur les recettes. Mais qu'on ne vienne pas nous présenter les causes du mal comme un remède miracle visant à le faire disparaître ! Qu'on ne vienne pas nous parler d'« investissements répondant à des besoins de cohésion sociale ²³ » quand on s'apprête à faire de Rennes la dernière destination bling-bling pour les cadres dynamiques « *best in class* » et les baronnes de Rothschild nouvelle génération.

Parce qu'à ce prix-là, il faudra lui refaire le visage tous les vingt ans, tous les dix ans, tous les six mois bientôt, non

seulement parce que la concurrence est rude, comme nous l'avons dit, et donc que les villes voisines rivaliseront d'ingéniosité pour nous voler le peu de candidats qui auront eu la mauvaise idée de venir faire leurs courses de luxe dans ce Monte-Carlo de seconde zone ; mais aussi parce que les vieilles marquises fardées et les hipsters de la finance, qui font le cœur de cible du tourisme de prestige, se seront lassés de toutes ces cérémonies d'ici une poignée de semaines, d'une part parce que la mode change à chaque saison, mais aussi parce que leur patrimoine et leur fortune croissant de jour en jour, ils réclament des destinations toujours plus prestigieuses, des tables toujours plus raffinées, des services toujours plus fastueux.

Aussi bien, avant même d'en arriver là, les experts de tout poil auront révisé encore une fois leurs petits calculs aléatoires, et ils nous diront maintenant le contraire de ce qu'ils disaient la veille, et ils nous imposeront d'adopter des nouvelles mesures d'urgence, qui contrediront point par point les précédentes – et qui auront changé trois fois encore avant la fin du mois. En d'autres termes, les solutions clé en main de sauvetage économique tournent plus vite encore que les collections de prêt-à-porter et les nouvelles destinations tendance.

Bilan des courses : en plus d'avoir vidé les caisses municipales et métropolitaines pour gagner des clopinettes, les élus socialistes auront défigurés la ville de Rennes de manière irréversible, avec leurs beaux liftings architecturaux, leurs belles liposuccions urbanistiques, leurs jolies injections de Botox HQE et de collagène modernisateur – et la place Sainte-Anne, désertée par cette foule bigarrée et hirsute qui en faisait autrefois la richesse, mais aussi bien raillée par les nantis du monde entier, qui ne manqueront pas de noms d'oiseaux pour rabaisser ces roturiers municipaux qui ont voulu jouer aux ducs et aux duchesses, et s'inviter comme ça dans la cour des grands, la place Sainte-Anne restera une place abandonnée, une place vide, une dalle de bitume immense, jumelle « rive droite » de l'épouvantable esplanade Charles-de-Gaulle, où ne s'ébattront jamais que des feuilles mortes.

Comme le disait judicieusement Monsieur Poterne, plongeur dans une célèbre brasserie de l'avenue Janvier : « *Je leur requalifierais bien la gueule, moi, à ces racailles !* »

1. Cf. *Les Rennais*, septembre-octobre 2013, « Place Sainte-Anne : le réaménagement est lancé », p. 23.

2. « *Le tourisme urbain est une opportunité économique à saisir à Rennes.* » Voir le dossier « *Destination Rennes. Le tourisme "augmenté" renforce l'attractivité* » dans la revue de la Chambre de Commerce et d'Industrie EKO (« le mag direct aux entreprises »), n° 27, juillet 2012, p. 18-21.

3. « *Le tourisme balnéaire estival n'est plus en mesure d'assurer à lui seul la dynamique d'une activité touristique qui s'essouffle. Les villes, la campagne, le patrimoine culturel, la montagne, les stations thermales jouent sur d'autres registres, à d'autres moments de l'année. Le tourisme d'affaires et la découverte d'entreprise se révèlent ainsi depuis quelques années, comme des activités en plein essor, à même de participer au développement d'un tourisme sur l'ensemble de l'année.* » Avis du conseil économique et social sur le tourisme d'affaires et la découverte d'entreprise en Languedoc-Roussillon, 15/06/2007.

« *Un touriste d'affaires consomme 4 à 6 fois plus qu'un touriste d'agrément : on comprend pourquoi l'enjeu de ce style de tourisme est de taille.* » *Le Rennais*, juin 2008.

4. « *Il faut mettre [le patrimoine] en valeur par une sorte de marketing touristique. Les touristes veulent pouvoir faire leur marché dans un panel d'offres personnalisées, originales et facilement accessibles.* » Dominique Irvoas-Dantec, directrice de l'Office du tourisme de Rennes Métropole, in *Le Rennais*, juin 2008.

5. Girault de Saint-Fargeau, *Guide Pittoresque, Portatif et Complet du Voyageur en France*, 1840.

6. *Guide Joanne*, 1867.

7. Augustus J.-C. Hare, *North-Western France (Normandy and Brittany)*, 1895.

8. Ibid.

9. *Guide Pittoresque du voyageur en France. L'Ille-et-Vilaine*, Paris, Firmin, 1836.

10. *Itinéraire général de la France : Bretagne*, Paris, Librairie Hachette et Cie, 1873.

11. Séverine, in *Le Journal*, 22 août 1899.

12. Louis Rogès, in *Le Journal des Débats*, 1^{er} septembre 1899.
 13. François Eveillard (vice-président Commerce et tourisme à la CCI Rennes) in EKO n° 27, juillet 2012, p. 19.
 14. *Ouest-France* du 21/06/2013.
 15. « *En vendant Destination Rennes aux congressistes, on vend aussi notre hôtellerie, notre territoire. Avec la création de cette société, nous avons fortement anticipé la demande, car les réservations sont fixées trois ou quatre ans à l'avance. Nous serons donc sur le marché des congrès début 2014.* » Sylvie Robert, vice-présidente (PS) de Rennes Métropole, *Le Mensuel de Rennes*, 21/06/13.
- D'autres villes, qui se sont dotées récemment de structures similaires, les assimilent à de véritables « *marques de rayonnement touristique* ». Ainsi par exemple des marques « *Enjoy Montpellier* » [sic] (<http://www.enjoy-montpellier.com/>) ou « *So Toulouse* » [sic] (<http://www.sotoulouse.com/>) !
16. Il n'y a qu'à voir, à l'échelle régionale, la confondante nullité des discours pondus par les experts ès stratégies touristiques, pour essayer de vendre la destination Bretagne: Cf. EKO, article cité.
 17. « *Le dossier de ce numéro d'EKO, dresse un portrait touristique de la ville et des moyens dont elle se dote pour renforcer son attractivité. Parmi eux, on notera la place que prennent les nouvelles technologies dans ce marché en croissance. Une nouvelle ère se fait jour, celle du "tourisme augmenté" où le visiteur est connecté à la ville. Composer son carnet de voyage électronique, vérifier les disponibilités sur place grâce à son smartphone, modifier une réservation, trouver un service en temps réel, ces usages font déjà partie du quotidien des touristes urbains. Il faut donc se les approprier pour en généraliser la diffusion.* » EKO, article cité.
 18. *Avis du conseil économique et social sur le tourisme d'affaires et la découverte d'entreprise en Languedoc-Roussillon*, 15/6/2007, p. 17.
 19. Cf. « *Des idées pour éclairer la ville... sans l'éblouir* », *Ouest-France*, 05/12/12.
 20. EKO, article cité.
 21. « *Le marché du luxe ne connaît pas la crise* », *Libération*, 16/05/2012.
 22. *La Crise est finie*, Le Cherche-midi, 2013.
 23. Gaëlle Andro, cf. « *Budget 2013 : Rennes investit pour répondre à la crise* » sur le site <http://metropole.rennes.fr>

La plainte des espaces vides I













Le saccage du Couvent des Jacobins

JEUDI 2 DÉCEMBRE 2010, 9 HEURES : Lever, thé qui infuse, ordi qui s'allume. Dans les mails fraîchement arrivés, un en particulier attire mon attention. Je crois que c'est comme ça que ça s'est passé. Quelques heures auparavant, le lieu occupé par un large éventail du mouvement rennais contre la réforme des retraites était expulsé par la police. La Maison de la Grève n'est plus. Ne pas traîner et se saper illico. Aller voir, même si c'est fini. C'est pas très loin de l'appart', après tout. Évidemment, sur place, il n'y aura rien d'autre qu'un ou plusieurs types en train de murer les entrées, à moins que ce ne soit déjà fait et que les maçons soient déjà partis.

C'était il y a bien sept ans, et la mémoire de ce genre de détails me fait défaut. On est quelques-uns à zoner, impuissants. Le soir, un rassemblement de protestation est prévu. J'irai pour voir et essayer de comprendre ce qui s'est passé. Retour à la fac, cette semaine-là je suis en atelier avec une scénographe d'exposition. Elle vient juste de nous faire visiter une des dernières expos sur lesquelles elle a bossé : celle qui, au Couvent des Jacobins, met en valeur les différents projets architecturaux pour le Centre des Congrès à venir. Maquette des projets en concours, entretiens et autres visualisations d'espace du projet retenu à grand renfort de réalité virtuelle, d'iPad flambant neufs et d'un écran tactile de grande taille.

Une exposition-vitrine pour elle et sa boîte. De celles qu'on fait autant pour gagner de quoi grailer que pour montrer ce qu'on sait faire, en vue d'attirer les clients technophiles.

Place de la mairie, il est 18 ou 19h et la lumière a fini de tomber. Des gens se regroupent petit à petit. Bien que je sois venu seul, j'y reconnais quelques têtes familières. Ce type à l'accent assez marqué qui avait été moteur dans l'occupation des locaux de France Bleu quelques jours plus tôt. Il y en a aussi quelques autres, visiblement partisans des actions fortes, que je trouvais stérilement agressifs quelques semaines plus tôt. Ils décrédibilisaient le mouvement, c'est ce que je me disais alors. Jusqu'à ce que je comprenne qu'ils étaient de ceux qui avaient ouvert ladite Maison de la Grève et qu'en l'espace de quelques jours ils y avaient percé des murs, refait la plomberie et l'élec', rendant l'espace vivable, organisé des cantines, mis en place un dortoir, des cours de ceci, des permanences de cela. Bref, sur la brèche, je commençais à percevoir ce que ça voulait dire que de chercher à avoir réellement prise sur le monde. Ne pas attendre que d'autres fassent à notre place. Et un certain nombre de syndicalistes sentaient ça aussi en venant dans le lieu. L'agir ouvrait des portes. Mais on ne remet pas facilement en cause les évidences d'hier.

Premiers cris, la petite foule se regroupe et commence à remonter la rue Le Bastard. On nous annonce une action surprise. La colère est palpable. La mairie qui soutenait en discours le mouvement contre la réforme des retraites venait de nous enlever par la force un outil de lutte. Cela, malgré le soutien sous forme de pétition de tout ce que Rennes comptait d'« acteurs culturels, associatifs et politiques » marqués, même vaguement, à gauche. Place Sainte-Anne, on accélère, traverse la place en oblique. On commence à capter ce qui se présente, et tout d'un coup ça devient clair: « *Le Couvent des Jacobins, voilà la nouvelle Maison de la Grève!* » Idée lumineuse! Alors qu'on sait la somme que la mairie dépense pour un bâtiment que personne ne réclame et qu'elle fait fermer nos lieux, l'équation est limpide! On entre. Ça crie. Ça fait du bruit. Notre prise en belle. Hélas, le bâtiment est encaissé et peut

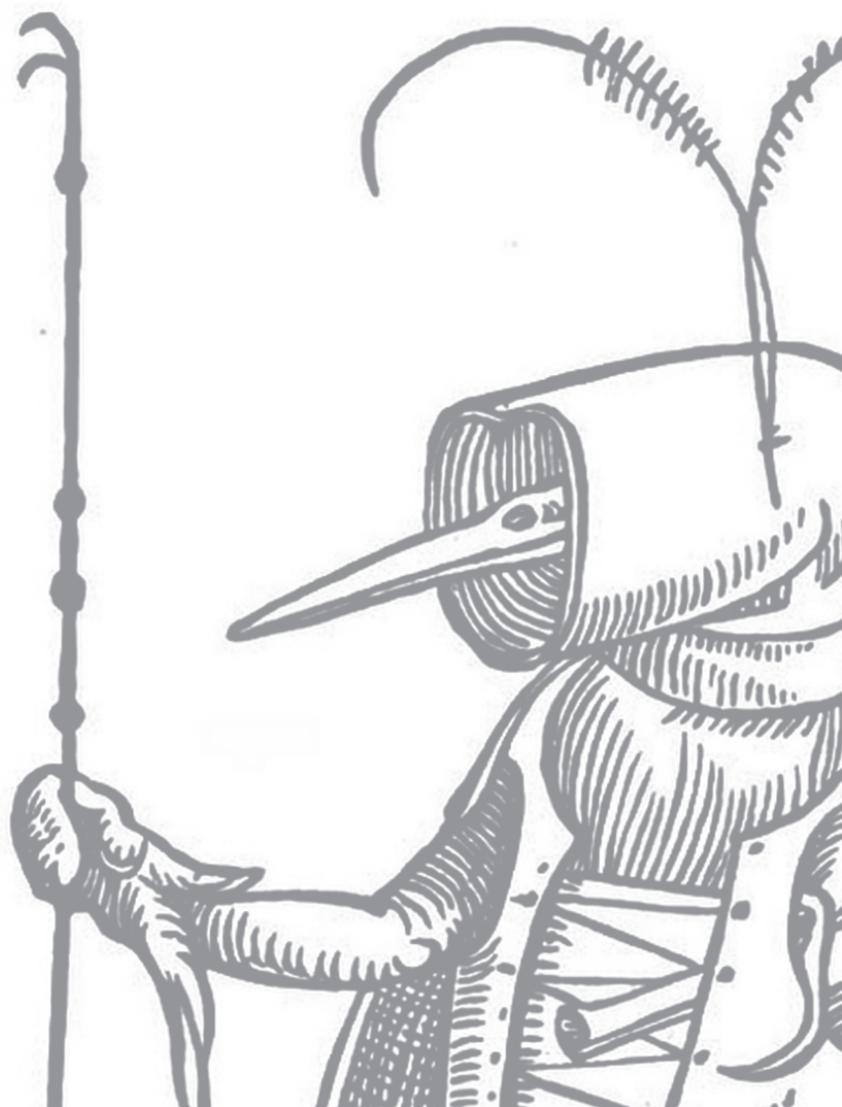
vite devenir une souricière. On a tous en mémoire l'intervention des flics pour nous déloger des blocages du dépôt du Star. Rester là, tenir le lieu, apparaît rapidement compliqué. L'hôtesse qui s'apprêtait à fermer est, on le comprend, un peu effrayée de voir quelques centaines de personnes, visiblement hostiles, entrer dans l'expo. Devant nous s'étalent les projets d'architectes mégalos de renommée internationale. Et cette débauche de propagande urbanistique à 40 000 euros – le coût de l'exposition – est vite insupportable aux yeux de beaucoup. De grands bruits en grands bruits, les maquettes sont foutues par terre, le mobilier d'expo mis à bas. Et l'écran gadget à 10 000 euros gît, éclaté sur le sol, rageusement piétiné. Moi, je navigue un peu éberlué là-dedans. Je comprends évidemment la colère, mais ne suis pas habitué à ce qu'elle s'exprime aussi vigoureusement. Ce projet de Centre des Congrès est un scandale, l'expulsion de la Maison de la Grève est un scandale, et je bute sur la démonstration en acte de la colère qui lui fait face? « *Trêve de tergiversation!* » Semble dire une nouvelle voix en moi.

Mais voilà qu'on sort vite du lieu pour éviter de s'y faire coincer. La suite, celles et ceux qui y étaient la connaissent, et les portes de la mairie doivent en garder quelques marques. Moi, un peu dérouté, j'ai filé voir des amis, confronter l'émotion vécue avec leurs oreilles ahuries. Et, la nuit entière, nous en avons parlé.

Le lendemain, nous en parlions directement à la scénographe. Un peu démunie, elle lâchait quand même un « *j'ai cru comprendre qu'ils avaient de bonnes raisons* », tout en déplo rant la destruction des maquettes d'architectes, exemplaires uniques réalisés patiemment à la main. Le matériel mis en pièce? Qu'importe. La mairie leur avait déjà annoncé qu'elle payerait 20 000 euros de plus pour remonter l'exposition...

IV.

Nuits rebelles et ville désirante





La Maison du peuple, une occupation profanatoire

[Le 1^{er} mai 2016, en plein mouvement contre la loi dite Travail, et trois jours après la mutilation d'un militant par la police lors d'une manifestation, une foule vivante décidait de s'installer dans la salle de la Cité. Par ce geste, elle prononçait un message d'une grande limpidité: Oui, les Rennais savent prendre en charge la chose publique sans qu'aucun élu n'ait à leur dire comment faire. Ce qui suit est le croisement d'un texte paru à l'époque sur le site lundi.am et d'une discussion entre plusieurs des protagonistes de ce qui se déroula dans... la Maison du peuple occupée.]

A. — Ce moment où on réussit à entrer dans la salle de la Cité était génial, c'est la première fois dans le mouvement que j'ai vu ça; voir autant de gens avec la gueule de la victoire sur leur visage.

B. — À tous se prendre dans les bras alors que *tu te connais presque pas*.

Premières Assemblées

A. — À la première Assemblée Générale, il y avait une de ces foules! On a compté près de 800 personnes dont des syndicalistes et des conseillers municipaux de l'opposition. À ce moment-là, il était évident que c'était l'endroit où il fallait être!

B. — Et le soir-même, à l'hôtel de ville, le conseil municipal, quoique protégé par sa police, a été perturbé par des membres des Jeunesses communistes. Du coup, la mairie a dû organiser une réunion extraordinaire le lendemain pour parler de la Maison du peuple. De là il est ressorti une proposition de convention : en gros, le lieu était mis à disposition pendant deux jours, renouvelables à la condition que les issues de secours restent ouvertes, qu'il n'y ait pas de dégradations. Personne sur les toits. Et pas de perturbation du voisinage. Ce qui voulait dire : pas de départ de manifs depuis la maison du peuple.

A. — Ce qui était dit mais pas écrit dans la convention : « *Un dispositif sera mis en place lors des jours de manifestation pour rediriger les manifestants en dehors du centre-ville.* » On imaginait donc qu'à chaque fois, ils allaient nous empêcher de manifester vers la place Sainte-Anne, nous rediriger vers les Lices et nous amener aux quais. Et c'est là que fut imaginé une sorte de contre-pied hyper-drôle. Lors d'une assemblée où on parlait de ça, quelqu'un a dit : « *Non mais de toute manière après l'assemblée on part en manif sauvage.* » Ce qui s'est produit au moins deux fois, où environ 300 personnes, le soir après l'AG, ont déambulé dans le centre-ville, plutôt tranquillement, mais en profitant de ce loisir pour repeindre, par exemple, les caméras du centre-ville ou divers murs et façades en claironnant : « Le centre-ville, il est à qui ? Il est à nous ! »

B. — Pour en revenir à cette histoire de convention et à un point assez mémorable, il y a donc eu cette AG où il s'est dit : « *Ok, on la signe, mais pour sept jours, pas pour deux* », tout en se disant que ça ne passera jamais. Et, chose incroyable, ça passe...

C. — Pour eux, le calcul était complexe : qu'est-ce qui risquait de troubler le plus l'ordre public ? L'occupation ou l'expulsion ? Quoi qu'il en soit, on est resté dedans 13 jours, avant l'expulsion.

A. — 13 jours mémorables !

Radio Croco

B. — Et puis il y a eu ce petit coup de génie, quand un émetteur radio a été installé sur le toit de la Maison du peuple!

D. — Radio Croco c'était sur la FM, mais c'est quand il y a eu le streaming que la radio a commencé à avoir une résonance dans d'autres villes.

C. — Je me souviens d'un jour où je tenais la permanence de la radio. Il y avait le blocage d'un centre commercial à Rennes, et c'était incroyable, pendant 1h30 on a fait une émission où toutes les 30 secondes on recevait des textos sur le portable de la radio qui nous faisaient les récits de manifs à Caen, à Nantes, ou qui nous demandaient de passer une chanson, ou encore nous donnaient des infos sur le service d'ordre de la CGT qui avait tapé sur des manifestants à Paris. On recevait même des textos de manifestants de Marseille!

B. — À cette période j'avais toujours une radio avec moi, et, dès que je sortais de la Maison du peuple, je l'allumais dans la rue. J'arrivais chez moi, j'allumais la radio de ma cuisine. Parce que ce qu'il faut dire c'est que non seulement c'était utile d'avoir une radio sur la ville pendant les temps de manifs et de blocages mais aussi c'était tellement agréable d'entendre les blagues, les morceaux de musiques et les lectures de textes que les uns et les autres aimaient. Pour moi, là, le mouvement, il prend de l'épaisseur dans toutes ces dimensions.

C. — Disons quand même que, la moitié du temps, c'était sacrément n'importe quoi!

B. — C'était n'importe quoi, mais l'énergie et l'enthousiasme qu'il y avait là-dedans c'était trop bien! Je me souviens du jour où je suis rentrée chez moi parce qu'il fallait que je dorme, j'en pouvais plus. J'allume la radio et, là, j'entends: « *Il y a les*

flics place Sainte-Anne en train d'essayer d'interpeller une personne, il y a des gaz. » J'étais sous la douche, j'ai même pas eu le temps de me rincer que j'étais déjà repartie. Là encore, ça me faisait penser à la ZAD : la radio vient rompre la séparation du moment où tu es dans la Maison du peuple de celui où tu en sors. Il y avait des bars qui diffusaient Radio Croco place Sainte-Anne, tu entendais Radio Croco dans les voitures des gens qui circulaient en ville. Quand tu croisais des gens de la campagne, ou même d'autres villes, ils te parlaient des émissions de Radio Croco qu'ils écoutaient en streaming.

Ce qu'on appelle d'ordinaire gentrification est une longue gouttière dans laquelle coulent nos villes transformées en métropole. L'expérience sensible qu'il nous restera bientôt d'elles est à peu près celle que l'on peut faire actuellement dans un musée. Ne pas toucher, ne pas crier, ne pas boire, ne pas s'asseoir par terre, ne pas écrire sur les murs. Toute une série de « ne pas » qui font reculer les choses sous nos pas. Le symbolique gagne du terrain sur le réel et met toute chose à bonne distance de l'humain. Pendant que la possibilité du commun se retire, les services communication tournent à plein régime et produisent des brochures en papier glacé pour être bien sûr que tout le monde a compris que sa ville était la première quelque part (la plus belle, la plus fleurie, la plus jeune, etc.). La métropolisation n'est à penser que comme un vaste processus de sacralisation de l'espace social : elle sépare la ville du monde des hommes pour la faire exister dans l'espace virtuel national-européen-mondial. [...]

Au long cours

D. — Pour moi, à partir du moment où on a occupé la Maison du peuple, je me suis rendu compte que je ne pouvais pas tout faire. Il y avait tellement de réunions, d'AG, de blocages, de manifs, que c'était impossible d'aller à tout. Et, dans les assemblées, il y a eu un renversement notable : ça faisait des semaines et des semaines que certains parlaient de « conver-

gence des luttes, bla-bla-bla », et là, dans les assemblées de la Maison du peuple, à part quelques « *bureaucrates* » qui disent « *vous* », tout le monde dit « *nous* », et arrête de dire « *moi précaire* », « *moi étudiant* »... Ça servait à rien d'invoquer « *la convergence des luttes* », elle était là.

E. — De mon côté, la Maison du peuple ça m'a permis d'avoir comme une espèce d'avant-goût de ce que pourrait être, au quotidien, vivre d'une manière révolutionnaire. Et ce que ça a fait, la Maison du peuple, c'est de prouver que c'est possible. Je pense que tu aurais posé la question une semaine avant, personne n'aurait pensé que des gens parviendraient, dans l'une des dix grandes agglomérations françaises, à avoir un endroit à eux en plein centre-ville. Quand on faisait les départs et les retours de manifs dans notre Maison du peuple, c'était jubilatoire. Je ne me suis jamais senti autant en sécurité de ma vie. Je me rappellerai toujours du soir de la première expulsion, le 13 mai. Tous les gens que tu voyais aux terrasses des bars, tu les avais vus à un moment ou à un autre à la Maison du peuple, c'était incroyable. J'ai jamais eu l'impression que ma ville m'appartenait autant.

A. — Je tournais la tête à droite, y'avait les affiches des potes, je tournais la tête à gauche je voyais les autocollants de Radio Croco sur un des kebabs de la place...

B. — Pour traverser la place tu mettais tellement de temps, tu pouvais saluer tout le monde.

C. — T'avais vraiment l'impression que, la place Sainte-Anne, c'était notre salon.

E. — Et les gens, ils nous regardaient, et leurs yeux brillaient. Et tu te dis: ah ouais ça doit ressembler à ça, la vie, quand plus personne t'oblige à faire quelque chose, c'est juste spontané et cool.

A. — Et, par exemple, c'était évident pour tout le monde que,

quand il y avait des embrouilles, on n'allait pas faire appel aux flics pour les régler. Même si c'est chiant de te retrouver à virer des gens trop relous en fin de soirée, on le faisait parce qu'on l'avait décidé ensemble.

E. — Moi, ce que j'ai trouvé incroyable, c'est qu'on se rend compte dans ces moments-là, à quel point on est dépossédé dans notre rapport au travail, à la solidarité: c'est des assistantes sociales, des keufs, des avocats qui gèrent nos conflits. La Maison du peuple, ça nous forçait à prendre conscience de combien on délègue en permanence. Être sans filets, finalement, c'est super-chouette.

A. — Ce qu'il y avait de beau, aussi, c'est que les gens qui passaient venaient tous pour faire des trucs, et ils disaient pas « *qu'est ce que je peux faire?* », ils voyaient ce qui se passait, les gens en train de préparer à manger, d'autres en train de faire des banderoles, par exemple, et ils s'y mettaient.

E. — C'est vrai que moi, souvent, j'y allais, je savais pas pourquoi, je savais que j'allais trouver des gens et que ce serait forcément cool.

Cette profanation aura eu, sur quelques-uns d'entre nous, d'étranges effets. Elle nous aura d'abord (ré)appris à faire l'expérience concrète du commun – et de son irréductible écart par rapport à la chose publique. De cet écart, la théorie n'a pourtant cessé, ces dernières années, de nous dispenser la leçon. Nous le savions: restituer au commun ce qui en avait été soustrait par l'autorité publique, c'est rétrocéder à ceux qui en font usage la capacité concrète de s'impliquer et de se transformer dans ce commun. C'est, par exemple, leur rendre la capacité de décider ensemble, sans titre ni compétence particulière pour le faire, de ce qu'ils veulent faire de cette salle, de l'heure à laquelle ils désirent la fermer pour laisser ses occupants y dormir, de la manière dont ils souhaitent y organiser les tâches nécessaires à la préservation du lieu, « règles de sécurité » qu'ils veulent ou ne

veulent pas y instaurer, etc. C'est aussi rendre à chacun l'occasion de se tenir à hauteur de ces décisions – pour soi et avec les autres. C'est, en bref, révoquer le grand partage entre compétents et incompétents pour restituer à chacun la possibilité de se redécouvrir dans l'égalité concrète des êtres. [...] Le 1^{er} mai restera, pour beaucoup d'entre nous, le souvenir confus d'un joyeux vertige. Et, par ce vertige, une leçon d'organisation politique.

Expulsion

C. — Pourquoi il y a eu l'expulsion ?

D. — Pour moi, tel que je l'analyse, c'est qu'à ce moment-là, alors même que la maire avait plutôt choisi la carte de l'apaisement, en proposant cette convention, le ministère de l'intérieur, quant à lui, demande au préfet l'expulsion du lieu, dans un contexte où il a été décidé d'utiliser le 49.3, pour faire passer en force la loi Travail. Il s'agit de tuer dans l'œuf tout élément de base arrière pouvant servir à la contestation.

C. — Oui, il y a Valls qui déclare qu'il va expulser toutes les occupations. Ce qu'il faut dire aussi, c'est que c'était la veille de la manif grand ouest contre les violences policières. Elle avait été appelée à Rennes après que Jean-François avait perdu son œil suite à un tir de flash-ball par la police lors de la manif du 28 avril. Manif qui avait été interdite quelques jours auparavant et faisait un peu flipper les autorités. Ça courrait sur internet qu'il allait y avoir pas mal de monde à se ramener pour l'occasion. C'était malin de leur part d'expulser la veille, parce que ça a amputé le mouvement d'un point de départ pour la manif, d'un point d'organisation.

C. — La stratégie qu'on avait mise en place, c'était que, toutes les nuits, il y aurait des guets sur le toit, et on avait prévu aussi que la moitié des personnes présentes dans le lieu iraient résister sur le toit, le cas échéant, de manière à gagner

le plus de temps possible, afin que du monde de la ville arrive en renfort. Sauf qu'ils nous ont envoyé aussi les agents du RAID, groupe d'élite de la police nationale...

F. — Ce qu'il faut préciser quand même, c'est que le RAID est arrivé par la nacelle de la grue du chantier voisin, le chantier du palais des congrès, nouveau bébé de la mairie de Rennes. Un chantier VINCI, voilà qui est quand même tellement parlant...

Tout ce que touche le capitalisme, et donc l'État, devient parfaitement intouchable: la muséification du monde semble être son point final. Tout, aujourd'hui, revêt une dimension sacrée – et se retrouve soustrait à la possibilité de l'usage. Dans nos vies quotidiennes, les exemples pullulent: « ne déplace pas cette chaise de la bibliothèque municipale, elle est réservée à la consultation d'ouvrages anciens », « je suis désolé mais vous ne pouvez pas jouer avec vos skateboards ici, c'est un espace réservé à la vie piétonne », « ce rond-point n'est pas un jardin monsieur ». [...]

Avec la prise de la salle de la Cité, nous avons assisté à un acte de profanation tout à fait exemplaire, la profanation étant à comprendre comme la restitution à l'usage commun de ce qui avait été séparé dans la sphère du sacré. La salle de la Cité, en tant que lieu soumis à la programmation d'événements culturels, appartenait, bien malgré elle, à cette sphère séparée. Car, si plaisante et agréable fût-elle, elle n'en restait pas moins un lieu public soustrait à la possibilité de l'usage.

Aujourd'hui, avec les amis, « on va à la Cité » quand on en a envie, on prend les chaises à l'intérieur pour s'installer dehors, on fait la sieste sur l'estrade et parfois on y va même avec son pyjama. Lors du concert qui a eu lieu vendredi, un long et large étendard flottait au centre de la salle. Y était inscrit: « Demain s'ouvre au pied-de-biche. » Il faut prendre cet énoncé comme une invitation à profaner. Car les moments de joie partagés en cet espace ne peuvent que nous

rappeler ce tag posé à Rennes pendant le mouvement, et qui, inspiré, annonçait: « On n'entre pas dans un monde meilleur sans effraction. »

On comprendra alors tout l'intérêt des gestes profanateurs, en tant qu'ils permettent de redonner au sacralisé les horizons dont il avait été privé.





Chronique d'un jeudi soir, rue de la soif

[Extrait du livre *Constellations, trajectoires révolutionnaires du jeune XXI^e siècle* du collectif *Mauvaise Troupe*, publié en 2014 par les *Éditions de l'éclat*.]

C'est assez hallucinant. Vous avez là des gens tout à fait normaux. Pas des SDF ni des marginaux, même s'il y en a quelques-uns. Non, des gens normaux: étudiants des écoles d'ingénieurs, en maîtrise ou en doctorat, qui viennent avec des sacs remplis de bouteilles. Ils commencent par des canettes pour se mettre en forme et poursuivent avec des alcools forts, comme du pastis sans eau, du rhum, de la vodka, du gin... On se rassemble, on discute. C'est quelquefois agrémenté de tam-tam, mais le sujet n'est pas là. Ces gens ingurgitent tout cela, se déshabillent, font partout... Il y a des accouplements en plein air, des hurlements... On casse tout ce qui se trouve sous la main.

Le Monde du 16/01/06 (« La préfète et la rue de la soif »)

« T'as des thunes toi? Ok, on remet ça. »

Il est oh30, les gens commencent à être fin bourrés. Allez, on change de bar, on va à l'autre bout de la rue Saint-Mich. On se fait un bain de foule et au passage, on tire un larfeuille à une meuf qu'est trop bourrée pour s'en apercevoir. On se rapproche de la place Sainte-Anne, c'est toujours par là qu'ils arrivent.

Tiens les fourgons se mettent en place, ils sont nombreux on va se marrer, y'a la BAC aussi toujours dans le même

recoin, Bob Denard, le chef de la BAC, est là comme d'hab', on sait où il habite, un jour on ira crever les pneus de sa caisse.

Être dans l'ivresse mais pas trop pour garder notre capacité de fauve à l'affût de l'uniforme et à la recherche du mobilier urbain encore capable de s'enflammer.

Allons voir derrière l'église, c'est là que sont les fourgons, on va mesurer leur force, plus par réflexe que par stratégie parce qu'on sait bien que si la sauce prend ce soir ce sera indépendamment de leur force, mais plutôt par une alchimie floue entre degré d'alcool et degré de folie.

On croise des potes, on leur file le numéro de l'immeuble où on a planqué des cailloux, acheminés l'après-midi dans un sac de voyage et planqués derrière une poubelle. On leur file aussi une clef de facteur qu'on a en double.

On rejoint l'autre bout de la rue Saint-Mich, c'est de là que partira l'incendie parce que les flics chargent de l'autre côté et la foule fait tampon. Un chantier non loin, bien fourni en palettes, nous file le combustible.

Ça commence, ça tape sur les poubelles, ça hurle, ça provoque, avec, comme objectif palpable de faire monter la tension jusqu'à ce qu'ils craquent. En attendant l'ordre du chef, ils tripotent leurs tonfas eux aussi tendus dans une certaine excitation de l'action à venir.

Deux corps se jaugent : celui de l'ordre et celui de la fête éthylique.

On sent que c'est le moment, il ne faut jamais allumer un feu trop tôt, il faut mesurer la part de fous dans la foule par rapport à celle de frileux.

Une bouteille d'essence et c'est parti, on alimentera ce feu avec tout ce qui nous tombe sous la main, personne ne quittera la place tant que ce feu brûlera.

S'il ne charge pas, on va plus loin, le distributeur de billets se fait une fois de plus saboter, la vitrine taguer.

Une patrouille traverse la foule, regards de défiance, d'hostilité, injures « Kill the pig, molotov! », ils ne bronchent pas ces connards, c'est notre place ici, on aimerait qu'ils n'osent plus nous traverser, s'ils ont le malheur de faire chier un gars,

de lui demander de vider une bouteille ou quoi, sûr on leur tombe dessus.

Ça y est, ils chargent, on reste ensemble, on recule mais pas trop, capuche, cagoule, c'est parti, les canettes volent, les hurlements « enfoirééééééééééés ! », on se marre. Le jeu dure des heures, nous, ce qu'on désire c'est garder la rue la nuit, on ne veut pas se quitter à une heure lorsque les bars ferment. On ne veut pas dormir, on veut ce risque et le plaisir de voir une canette exploser sur son casque.

Mais ils ont raison de ne pas nous laisser la rue car on la leur rendrait méconnaissable, comme le soir où les Bérus sont venus jouer dans une salle en ville pendant les Transmusicales et où tous les punks de France s'étaient réunis pour forcer l'entrée sans payer. Certains ont réussi, mais c'était tellement moins drôle d'être dedans au chaud pendant que ça fightait dehors qu'on est ressorti!

C'était ça les jeudis soirs rennais en 2003-2004.

« Passé le gué, franchi le col, l'homme se trouve tout d'un coup devant la ville de Moriane, avec ses portes d'albâtre transparentes à la lumière du soleil, ses colonnes de corail qui soutiennent des frontons incrustés de serpentine, ses villas toutes de verre comme des aquariums où les ombres des danseuses à l'écaille argentée nagent sous les lampadaires en forme de méduse. S'il n'en est pas à son premier voyage, l'homme sait déjà que les villes de ce genre ont un envers : il lui suffit de parcourir un demi-cercle, il aura sous les yeux la face cachée de Moriane, une étendue de tôle rouillée, de toile de sac, de planches hérissées de clous, de tuyaux noircis par la suie, de boîtes de conserve entassées, de murs aveugles aux inscriptions déteintes, de chaises dépaillées, de cordes tout juste bonnes pour se pendre à une poutre pourrie.

La ville semble se continuer d'un côté à l'autre selon une perspective qui multiplierait son répertoire d'images ; en fait elle n'a pas d'épaisseur, elle ne consiste en rien d'autre qu'un endroit et un envers, telle une feuille de papier, avec une figure de ce côté, une de l'autre, qui ne peuvent ni se séparer, ni se voir. »

Italo Calvino, *Les villes invisibles*.

La plainte des espaces vides II











« L'enfer des vivants n'est pas une chose à venir ; s'il y en a un c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons en vivant ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une partie au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place. »

Italo Calvino, *Les villes invisibles*.



Zones un

zone un zéro

espace coagulé // trajets fantômes // cercles de craie
(transparence des investissements // iridescence des bâtiments)

monétisation des *tes ruines digitales*?

principe moléculaire abscons // répulsion par capillarité
(l'argent appelle l'argent // le béton appelle le béton)

*baigné d'une douce musique, tu attends sur le quai du métro //
la joie des retrouvailles avec ton prochain* (vivrensemble =
contrôles des titres, des déplacements, des tendances)

beauté plus belle // réalité plus réelle
(cf. restriction d'accès)

l'œil des caméras // l'afflux des capitaux : ville rêvée
sans contact (paiement intégral / de ta dette souveraine-
personnelle)

expérience primaire et secondaire de l'ordre dans le bâti //
expérience tertiaire de la valeur dans le plan projeté
(estimations hautes)

o € 99 > 107 M // splendeur décorative // dépassements de budget (une pièce en moins = un gros chagrin)

tu agites un petit drapeau breton en regardant la lune

un phare dans la ville // une lueur dans la nuit // un havre de paix (mallette en faux-cuir avec matraque télescopique intégrée)

le sac de rome // le sac vuitton // le sacre du printemps

nous autres civilisations savons désormais que nous sommes carrément mortelles

ville rêvée relaxante: rue du spa, esplanade du fitness, rond-point des actionnaires

(à l'auto-entrepreneur inconnu, la start-up nation reconnaissante)

ville rêvée // artiste en portefeuille
(la culture renaît de ses centres d'art)

*tu marches en chantonnant des ritournelles de supermarché /
ô vigiles anges gardiens du matin*

numérique = mobilité = marketing = santé = sécurité (renforcée à l'approche des fêtes) = service public des loisirs élargis

ville rêvée: offrande cinq étoiles dans le ciel de l'élite
(estimation de la beauté // beauté de l'estimation)

leds incrustés directement sous l'épiderme // algorithme émotionnel: la ville s'illumine de toutes ses peaux – c'est beau

(si tu pleures c'est que tu ne sais pas compter)

capital culturel + capital folklorique + capital authenticité =
capitalisation déficitaire
(patrimoine aux normes européennes)

battements du cœur // émotion intacte // errance urbaine
orientée (rythme cardiaque indexé sur le PIB)

citoyen-enfant // smart-usager // tour de manège gratuit

(si tu ne sais pas compter à quoi bon spéculer)

mon architecte chez les nudistes // sa vie, son œuvre, ses
carnets de croquis

équation fatale // chiffres de fréquentation
(conseil municipal, optimisation fiscale, actionnaire
principal)

mon notaire chez les nudistes // sa vie, son œuvre, ses frais
de bouche

liaisons périphériques parallèles // coûts de communication
bidons (la langue abstraite du marketing est ta langue désor-
mais)

*dans l'œil d'un drone, le cœur battant, tu as reconnu le visage
de l'utopie
(livrée avec mode d'emploi directement dans ton salon)*

prière inaudible // au fond du tombeau // rois de naguère //
contrôleurs d'aujourd'hui

restes de zones mortes inhabitées // peuple des marteaux
piqueurs rassemblés en assemblée constituante

tu compostes ton ticket valable // pour une heure d'éternité, la

deuxième offerte (identité cessible à qui de droit)

(gravats et barrières de chantiers se recueillent en silence)

maquette échelle 1 : 1 // dynamiser image

ville rêvée sans rêve sans corps sans rien

nouvelles fonctionnalités

territoires comme par magie

faire destination (1h20 sans correspondance)

finalité auto-nettoyante europe

recouvrir utopie (de cendres commerciales)

destin du pyromane philanthropique

manne psychopompe

transformer zone-morte en zone-test

à vous

les studios

zone un un

d'abord on déborde
on exfiltre
on dématérialise

d'abord on se disperse aux quatre coins [de l'espace]

on désarrime les bords
on déconstruit
on dépèce la dalle et l'armature soudée

d'abord on déborde
après on occupe

on découpe les cloisons antibruit au burin
on laisse passer le fracas des voix
d'un bout à l'autre de la chaîne de production

nos doigts traversent les masses compactes
de l'architecture stylisée
sans rencontrer aucun corps solide

d'abord on chante
et on fissure
après on réécrit

on désencombre en chantant
on décalfeutre en chantant
on déterre on désenfouit les structures en chantant

les structures se mettent à fredonner
les structures se fendillent
les structures ne portent plus rien

(et surtout pas l'accumulation de la valeur
et surtout pas la plus-value symbolique
et surtout pas *c'est-beau-une-ville-la-nuit*)

alors on arrache
les câbles
on ventile
on dérape
on racle
on transvase (la constitution)
dans l'océan

on infuse
on laisse infuser les articles dans l'eau saline
on laisse le droit à la propriété se dissoudre mot à mot

très calmement mais sans accalmie
très sereinement mais sans approximation

d'abord on désorganise
on désenfle
on dé-densifie
on désengage
on dé-désensibilise

on déroule
des amarres au hasard
on fait des branchements sans consulter le mode d'emploi
on tire des fils et on voit où ça nous mène

d'abord on décale
ensuite seulement
on occupe
on matérialise
on élargit

très doucement mais sans douceur
très bruyamment mais sans décibels
ensuite seulement
on attrape une masse qui traînait là

et on fait de la place

une zone d'activité
une zone commerciale
une zone d'accumulation tertiaire :
chambre d'écho et cercles de craie

la poussière des marchandises est douce comme du talc
elle laisse un liséré blanc à la surface des choses

ensuite seulement
on se munit de scies
de clous, de pelles
de bobines de fils de concepts aiguisés

et on repense la notion de zone

spatialement mais sans carte
viscéralement mais sans système nerveux central

une zone à débattre
à démettre à délaver
une zone à décaper
une zone à la dérive

une fois que c'est fait
que les planches sont clouées
bien arrimées les unes aux autres
que le plancher tient
que les poutres grincent avec le vent
que la ville tout entière tangué
que la rumeur coïncide avec les faits

alors seulement
on y va

zone un deux

on commence par faire des tas

des tas de tas

si tu vois une faille vas-y

si tu vois un truc qui bloque la vue
qui obstrue le passage
qui empêche ton tas de proliférer
alors n'hésite pas: pose
et ramifie

si tu vois un plein trop plein
un vide trop vide
tu poses un tas

tu poses un tas
comme un repère
une marque au sol
comme on arrête un coup

c'est un début
d'autres suivront

le tas ne rebouche pas
il fédère
il n'ensevelit pas
il pousse, il intensifie

chaque tas est un tas de désir
un tas de mots pas forcément pensés
un tas de phrases pas forcément articulées

un tas est dans la bouche
et un tas est au sol
et il faut opérer la liaison

un tas n'est pas un cumulus
un rituel, une cérémonie

un tas n'est pas un monument
ni même un amoncellement
un tas ne s'inscrit pas

même émietté
un tas ne renonce pas
à faire tas

il est fait pour piocher :
la pioche est la finalité du tas

il est fait pour être fait
défait refait sans cesse

chacun pose et relance
chacun pioche et relance
la zone un s'étend

le tas est un processus qui inverse
l'organisation pyramidale
dont l'état est garant

l'état est garanti sans tas
sans tas de corps
sans masse confuse

tas contre organigramme
tas contre hiérarchie
tas qui pense immanent

l'état est une garantie verticale
contre l'état-tas de la société

l'état trie
on pioche dans le tas
et on relance

on fait
des tas de feuilles
des tas de terre
des tas de gravats
des tas de voix
des tas spéculatifs
et des tas temporaires

des tas de tas

des tas composites
mais aérés
stratifiés et combustibles

le tas est un potlatch en puissance
ou un incendie

si les tas sont détruits
on recommence
on diversifie : des gros tas et des petits tas

un tas est dans la ville
et un tas est dans la langue
et il faut opérer la fission
de la langue et de la ville par le tas

l'horizon du tas
est d'arriver au tout-est-tas

un tas + un tas + un tas =
une langue-tas
un collectif-tas

des tas de rien
des tas de pure situation

partout des tamis et des tas

le tas ne tasse pas la situation
il aère
il amplifie

la zone un s'étend par voie d'aération

elle se propage par amplification
de la fiction

elle est là dès le premier tas

zone un trois

(matériel à disposition)

un herbier et ses graines
une grammaire jaunie
des planches (bois divers)
un pantalon gris
une craie rouge et une craie blanche
une bobine de ficelle
un mégaphone (7 modes vocaux)
une main articulée
une carte maritime
du tissu et une aiguille
des pigments
un memento mori
une carte bancaire démagnétisée
divers instruments à vent
un ticket universel

divers instruments à corde
des billets effacés glissés dans un code civil
un ordinateur à cartes perforées
un porte-clé tour eiffel
une carte de rennes du xvi^e siècle
des galets polis
une maquette de l'assemblée nationale en papier mâché
fruits et légumes
un manuel d'architecture lacustre
une perruque louis XIV
un gros rocher
une caisse remplie d'enregistrements d'anonymes
une caisse remplie de fiches des renseignements généraux
une caisse vide
un vieux moteur diesel
un tas de feuilles vierges ou usagées
le manuscrit original de la marseillaise couvert de dessins d'enfants
une cabine téléphonique en activité
plusieurs paires de chaussures
le visage au pochoir de emmanuel macron
une tuile
un stylo quatre couleurs



COMPOSÉ EN
ADOBE GARAMOND
ET AVANT-GARDE SUR
PAPIER MUNKEN BOUFFANT 80 GRAMMES.
IMPRIMÉ ET FAÇONNÉ SUR LES PRESSES DE
« DIE FACKEL FÜR IMMER »
EN PLEINE MERDE TRANQUILLITÉ,
id est HIVER MACRONIEN, VERS 2018.

*Ouvrage dédié à Babacar et à Baptiste.
Babacar Gueye, jeune homme saisi d'angoisse
en pleine nuit, abattu de cinq balles par un agent de la
brigade anti-criminalité, le 3 décembre 2015, à Rennes.
En dernier lieu, le parquet a classé l'affaire sans suite.
Baptiste, abattu d'une balle dans le dos alors qu'il prenait
la fuite en voiture, avenue janvier, à Rennes, le 30 juillet 2017.
Babacar était Sénégalais. Baptiste appartenait à
la « communauté des gens du voyage ».*

QUELQUES RÉFLEXIONS GÉNÉRALES
ET PARTICULIÈRES SUR LES « ASSISES
NATIONALES DE LA CITOYENNETÉ »,
ORGANISÉES PAR LE JOURNAL OUEST-
FRANCE LES 19 & 20 JANVIER 2018,
SUR LE DÉGÂT DES EAUX QUI RUINE
DÉJÀ LE COUVENT DES JACOBINS
ET SUR CE QUI SE PASSE, AU
MÊME MOMENT, DANS LA
VILLE DE RENNES.

5 euros

